



CONCESSIONS DE FORCES HYDRAULIQUES

**CONCLUES ENTRE
LA POLYNESIE FRANCAISE
ET LA SOCIETE MARAMA NUI**

**DANS LE CADRE DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'EXPLOITATION DE LA VALLEE**

MOYENNE PAPENOO

**RAPPORT DU DELEGATAIRE
DU SERVICE PUBLIC**

Année 2024

Sommaire

| | |
|--|----|
| 1- SYNTHÈSE..... | 3 |
| 1.1 Faits Marquants | 4 |
| 1.2 Principaux indicateurs | 8 |
| 1.3 Projets de développement..... | 9 |
| 2 - PRESENTATION | 11 |
| 2.1 Les moyens affectés à la concession | 12 |
| 2.2 Le cadre juridique et contractuel | 17 |
| 3 - OBLIGATION DE SERVICE A LA CLIENTELE..... | 18 |
| 3.1 Tarif en vigueur | 19 |
| 3.2 Production vendue et chiffre d'affaires correspondant..... | 20 |
| 3.3 Bilan d'exploitation | 24 |
| 4 - DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES | 25 |
| 4.1 Principes de la comptabilité appropriée..... | 26 |
| 4.2 Méthodologie et clés de répartition analytique..... | 29 |
| 4.3 Les comptes de la concession | 32 |
| 5 - INFORMATIONS SUR LES BIENS IMMOBILISES | 36 |
| 5.1 Variation des immobilisations en concession..... | 37 |
| 5.2 Situation des biens nécessaires à l'exploitation du service public | 37 |
| 5.3 Suivi du programme contractuel d'investissements | 38 |
| 5.4 Fonds de maintenance des conduites forcées | 39 |
| 5.5 Dépenses de renouvellement | 39 |
| 5.6 Dépenses de 1er établissement | 42 |
| 5.7 Méthode relative aux charges calculées | 43 |
| 5.8 Indemnités de fin de concession | 49 |
| 6 - ENGAGEMENTS NECESSAIRES A LA CONTINUTE DU SERVICE PUBLIC | 50 |



1- SYNTHESE

1.1 Faits Marquants

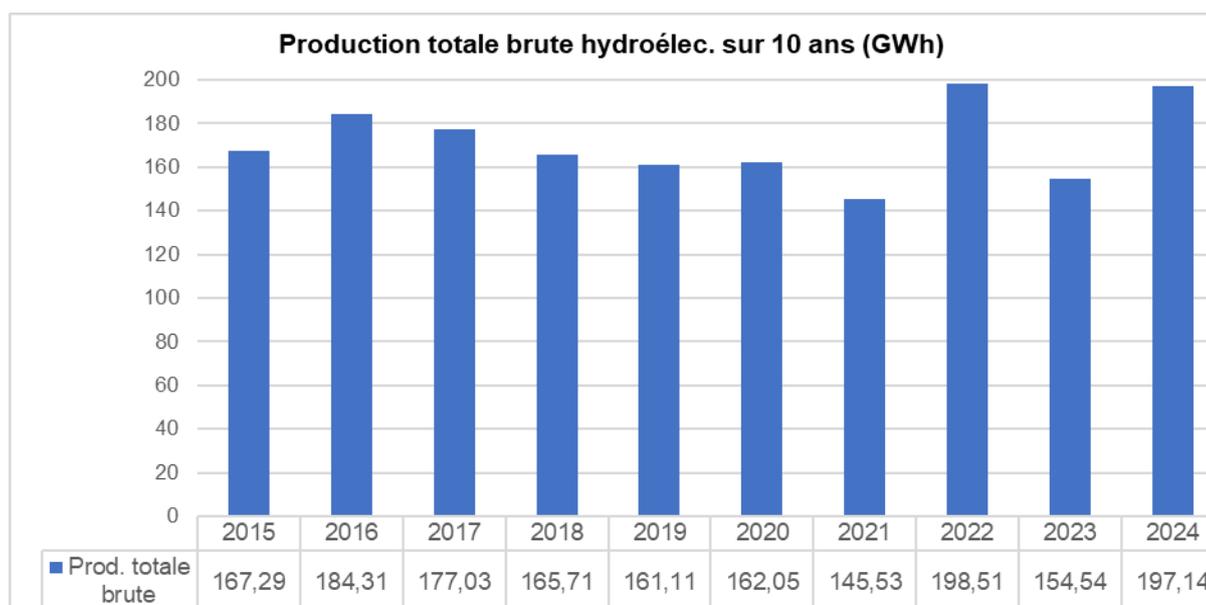
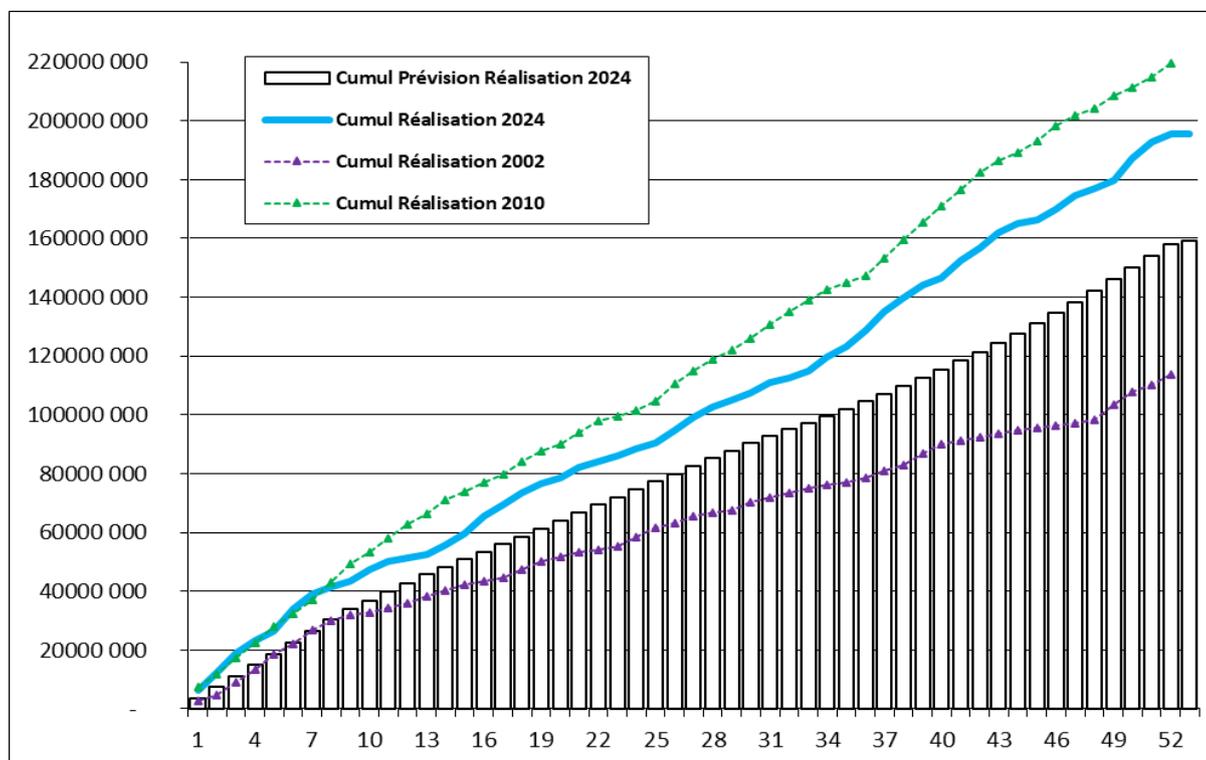
1.2 Les principaux indicateurs

1.3 Projets de développement

1.1 Faits Marquants

Production hydroélectrique globale annuelle

De façon continue, tout au long de l'année 2024, la production hydroélectrique a été supérieure à la prévision statistique, permettant à MARAMA NUI de réaliser sa 3ème meilleure année de production derrière 2010 (1ère) et 2022 (2ème).



2024 a ainsi fait l'objet de plusieurs records :

- Record de production à la journée : 1,122 GWh le 11 décembre 2024 (précédent record de 1,121 GWh le 13 décembre 2023).
- Record de production à la semaine : 7,454 GWh la semaine 50 du 9 décembre 2024 (précédent record de 7,256 GWh la semaine 49 du 4 décembre 2023).

Cette performance est le résultat cumulé :

- De la pluviométrie exceptionnelle des mois de janvier, septembre et décembre 2024, condition sine qua non ;
- Du savoir-faire et de la forte implication des équipes à maintenir un parc disponible et optimisé grâce aux maintenances, aux réhabilitations et aux renouvellements des ouvrages et installations ;
- De la mise en service de Putu Uira qui permet d'écouler plus d'hydroélectricité la nuit et le week-end ;
- De la souplesse du fonctionnement de la centrale de Punaruu au gasoil (versus fuel) qui améliore la complémentarité entre le thermique et les énergies renouvelables.

Enfin, la production hydroélectrique 2024 a permis d'éviter l'importation et la consommation de près de 47000 m³ de gasoil et ainsi le rejet dans l'environnement de plus de 190000 T de CO₂.

Evolution globale du placement de l'hydroélectricité

Avec la mise en service des fermes photovoltaïques avec stockage sur le dernier bimestre de l'année 2024, la nouvelle configuration du mix énergétique de l'île de Tahiti entraine inéluctablement une évolution des habitudes de production de MARAMA NUI.

L'hydroélectricité devenant majoritairement une énergie nocturne afin de laisser un maximum de place au photovoltaïque (fatal et stocké) en journée en cas de fort potentiel de ce dernier, ce nouveau placement est incompatible avec les règles actuelles de la PGHM (puissance garantie hydroélectrique modulée) qui devra être supprimée en 2025.

Au vu de l'évolution des besoins du système électrique de Tahiti, MARAMA NUI a alors proposé à son Autorité Concédante une série d'évolutions, dans le but de renforcer la complémentarité entre hydroélectricité et photovoltaïque.

Programme de création de STEP

Comme dans de nombreux systèmes électriques, des surplus d'énergie photovoltaïque vont être disponibles dans les années à venir (le week-end dans un premier temps).

Ces surplus devront être stockés afin de ne pas être perdus, et ainsi de palier à une offre et à une demande souvent en inadéquation dans le temps.

Un programme du type STEP (station de transfert d'énergie par stockage) a été élaboré par MARAMA NUI afin de proposer une solution complémentaire au stockage chimique.

La STEP est une solution de stockage stationnaire hydraulique car elle permet, lors d'un surplus de solaire en journée, de pomper l'eau depuis une retenue de niveau bas pour la remonter via une conduite forcée dans une retenue de niveau haut. L'eau peut ensuite être de nouveau turbinée dans le cadre du processus hydroélectrique la nuit (ou en cas de besoin).

Trois projets de STEP MARAMA NUI seront présentés successivement :

- Baby Step : un démonstrateur de 2 MW dans la vallée de Tita'aviri (mise en service fin 2027).
- Mama Step : une entité de 8 MW en Haute Papeno'o (horizon 2030).
- Big Mama Step : un aménagement de 12 MW sur la zone Vai'iha / Fa'atauti'a (horizon 2035).

Le projet de Baby Step a été lauréat de l'appel à projets 2024 du Fonds de Transition Energétique et pourra de ce fait bénéficier d'une subvention à hauteur de 70% des dépenses. Les études se poursuivent et la mise en service est prévue fin 2027.

Rapport avec l'Autorité Concédante

En vue de la mise à jour des CEP (comptes d'exploitation prévisionnels) des concessions de MARAMA NUI, une méthode et un planning ont été actés entre le Pays et l'entreprise.

Les étapes consistent pour chaque concession à définir les éléments suivants :

- L'état de restitution des biens en fin de concession ;
- Le programme de réhabilitation des barrages (coût et planning) ;
- Le programme de renouvellement et de gros entretien jusqu'à la fin de la concession (coût et planning) ;
- La mise à jour éventuelle du fonds de maintenance des conduites forcées ;
- Les hypothèses de construction du Compte d'Exploitation Prévisionnel.

Les premières concessions travaillées depuis 2021, et transmises à la Direction Polynésienne de l'Energie, sont celles de Vaite, Vaihiria et Tita'aviri, dont les termes sont à 2035 et 2040.

La revue de l'ensemble des CEP des concessions est prévue courant 2025.

En outre, dans la dynamique de présentation des projets stratégiques à l'étude de MARAMA NUI, l'année 2024 a également été marquée par de nombreuses visites dans nos locaux et sur les sites aménagés par les Institutionnels que sont notamment :

- Le Ministre de l'Economie, du Budget et des Finances, en charge des Energies, et son équipe ;
- La Représentante de la Commission de l'Energie de l'Assemblée de Polynésie, et son équipe.





Fiabilité du réseau de transport

Depuis le 1er juillet 2020, la TEP a repris l'exploitation de son réseau de transport.

Plusieurs évènements (black-out, défauts sur le réseau et indisponibilités pour maintenance) sont survenus depuis cette reprise avec des durées de remise en exploitation supérieures à ce qui était constaté précédemment, notamment :

- En 2022 : 14 évènements et des pertes de production hydroélectrique évaluées à près de 4 millions de Francs ;
- En 2023 : 8 évènements dont 2 black-out (l'un total sur l'île de Tahiti, l'autre partiel) et des pertes de production hydroélectrique évaluées à plus de 8 millions de Francs.
- En 2024 : 2 évènements et des pertes de production hydroélectrique évaluées à près de 180000 Francs, une amélioration rendue possible par des travaux urgents réalisés par TEP.

MARAMA NUI n'étant à ce jour pas indemnisée de ces pertes de production, il faudra veiller dans les années à venir à mettre en place des contrats de raccordement au réseau de transport permettant de garantir à MARAMA NUI l'écoulement total de sa production.

Le réseau de transport n'ayant pas été renouvelé sur les vallées 20 kV du Sud, la fiabilité du service reste potentiellement à risque et pourrait entraîner des difficultés d'écoulement d'énergie hydroélectrique, le tout aggravé par la présence de nouveaux producteurs PV dans la zone. Potentiellement, près d'un tiers des ventes d'énergie de la Société est subordonné à la disponibilité de ces boucles.

Optimisation de l'alimentation et de la consommation des auxiliaires

MARAMA NUI, en tant que premier producteur d'énergie renouvelable de Polynésie française, souhaite contribuer à la transition énergétique du Pays par des actions complémentaires à son cœur de métier qu'est la production hydroélectrique.

Plusieurs actions sont engagées dans le but d'optimiser l'alimentation et la consommation des auxiliaires de tous les sites.

Ainsi, la première installation photovoltaïque de MARAMA NUI a été mise en service en octobre 2024 en toiture de la centrale Papeno'o 0 (22,8 kWc) afin d'alimenter les auxiliaires de celle-ci via une autoconsommation exclusive. La démarche va se poursuivre en 2025 avec le déploiement d'installations photovoltaïques sur les toitures des centrales Papeno'o 1 et Fa'atauti'a 1, et de l'atelier de Faratea.

Aussi, depuis novembre 2024, des modifications de fonctionnement des bacs hydrauliques régulateurs ou vannes de pied des centrales Vaite 1 et 2, Vaihiria 1, 2 et 3, Fa'atauti'a 2, 3 et 4, Tita'aviri 2, et Maroto, permettent de réduire la consommation énergétique des équipements (pression non maintenue machine en veille).

1.2 Principaux indicateurs

| | | Moyenne Pape noo | | |
|--|---|------------------|------------|------------|
| | | 2024 | 2023 | |
| Techniques | Disponibilité des ouvrages | 99,89% | 97,96% | |
| | Production sortie Transfo. | | | |
| | - exercice | kWh | 27 973 480 | 23 647 710 |
| | - moyenne historique | kWh | 24 864 635 | 24 745 064 |
| | Production vendue | | | |
| | - exercice | kWh | 27 037 693 | 22 673 323 |
| | - rendement | | 96,7% | 95,9% |
| | - contractuelle | kWh | 23 331 031 | 23 331 031 |
| Financiers | Chiffre d'Affaires Net Energie | k XPF | 345 658 | 331 182 |
| | Ecart sur prévisionnel (Art16.2) | | | |
| | - valeur du fonds au 31 décembre | k XPF | 143 953 | 108 872 |
| | - variation de l'exercice | k XPF | 35 081 | -5 692 |
| | Patrimoine Immobilier | k XPF | 3 904 582 | 3 904 582 |
| | Travaux réalisés | | | |
| | - Dépenses de renouvellement | k XPF | 0 | 286 |
| | - Dépenses d'améliorant | k XPF | 0 | 4 772 |
| | Besoin de renouvellement | k XPF | 2 176 414 | 2 176 414 |
| | Fonds de maintenance des conduites forcées | | | |
| - valeur du fonds au 31 décembre | k XPF | 512 729 | 496 930 | |
| - Variation sur l'exercice | k XPF | 15 798 | 17 406 | |
| Indemnité prévisionnelle de fin de concession | k XPF | 1 706 491 | 1 649 786 | |
| Développement durable | Environnement | | | |
| | - économie de carburant | m3 | 6 648 | 5 620 |
| | - réduction de CO2 | T | 27 045 | 22 863 |

1.3 Projets de développement

La concession de Moyenne Papeno'o, dont la fin contractuelle est fixée à 2050, est porteuse d'un projet de développement des énergies renouvelables, lequel s'inscrit pleinement dans la volonté de transition énergétique du Pays pour la Polynésie française.

Barrage Côte 95

Les chiffres clés actualisés du projet de type Hydromax de nouveau barrage à la côte 95 m, destiné à remplacer l'actuel barrage situé à la côte 85 m sont les suivants :

- Coût d'investissement : 2,38 milliards de Francs HT dont les $\frac{3}{4}$ en dépenses locales ;
- Productible prévisionnel : +4,5 GWh/an soit plus de 1000 m³ de gasoil non consommés et 4300 T CO₂ évités par an ;
- Consommation électrique de 1 250 foyers.

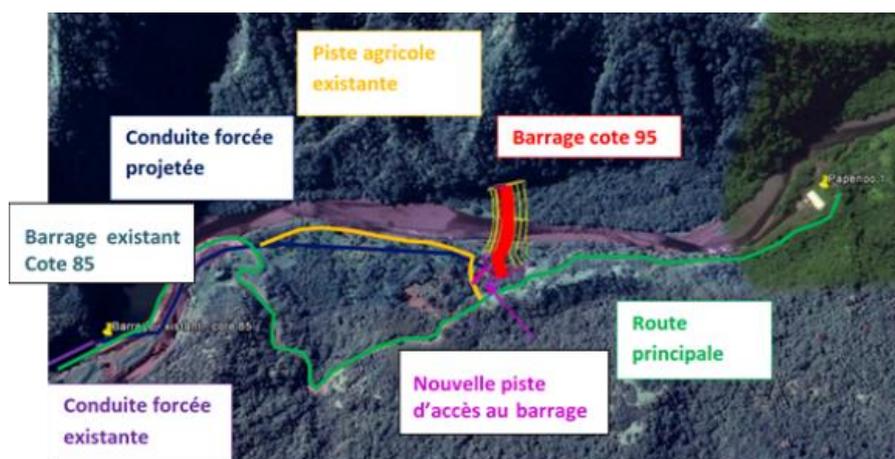
Pour mémoire, le projet a reçu à ce jour toutes les autorisations administratives et techniques nécessaires :

- Avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête publique ;
- Avis favorable sur l'instruction de l'Etude d'Impact Environnemental par le Service de l'Energie et la Direction de l'Environnement ;
- Avis réservé de la Commune de Hitiaa O Te Ra ;
- Avis favorable pour les Autorisations d'Occupation Temporaire des parcelles du Pays et du domaine public fluvial impactés avec exonération des redevances.

Il reste à ce jour à finaliser l'avenant à la concession, lequel permettra d'obtenir l'avis définitif de la Commission des Forces Hydrauliques.

MARAMA NUI a présenté le projet au Fonds de Transition Energétique 2023 afin de se voir attribuer une subvention de financement, mais après instruction, notre projet n'a pas été retenu par la Commission.

Il n'y a eu aucune avancée sur ce projet en 2024.







2 - PRESENTATION

2.1 Les moyens affectés à la concession

2.2 Le cadre juridique et contractuel

2.2.1 La convention de concession

2.2.2 Les autres contrats

2.1 Les moyens affectés à la concession

Une équipe engagée

Les moyens humains dédiés à l'hydroélectricité sont communs aux cinq vallées en concession, et organisés autour de la société MARAMA NUI, délégataire du service public.

L'effectif opérationnel dédié à la production hydroélectrique est de 29 salariés, dont 6 femmes.

Les supports administratifs (personnel, comptabilité, gestion, communication, QSE, achats, etc.) sont communs à l'ensemble des entités du Pôle Energie du Groupe Engie en Polynésie française.



MARAMA NUI, la référence polynésienne de l'hydroélectricité

MARAMA NUI est une société anonyme polynésienne créée en 1980, et pionnière en matière de développements hydroélectriques.

Son actionnariat est détenu à 56,36 % par la S.A. ELECTRICITE DE TAHITI, et à 35,38 % par la collectivité de Polynésie française, le reste étant détenu par 600 petits porteurs environ dont une grande partie est composée d'ayant-droit des vallées accueillant les ouvrages de l'entreprise. Cette participation au capital de la société permet aux riverains d'être associés au développement économique de leurs territoires. La participation de la Polynésie française permet, plus largement, de faire bénéficier financièrement la collectivité des performances de l'entreprise, outre le bénéfice induit par les économies de carburant et la maîtrise des émissions.

MARAMA NUI produit en moyenne 85% de toute l'électricité d'origine renouvelable de Polynésie française. Ces performances permettent à la Polynésie française de disposer d'un mix électrique composé d'environ 40% d'énergies renouvelables ces dernières années, ce qui la place en tête des collectivités d'outre-mer françaises dans ce secteur.

L'activité de MARAMA NUI est localisée dans les parties Sud et Est de Tahiti Nui.

Son siège social est situé à Taravao, et elle dispose de 6 concessions de forces hydrauliques :

- Vaihiria (1985), commune de Mataiea – Teva I Uta ;
- Vaite (1985), commune de Papeari – Teva I Uta ;
- Fa'atauti'a (1985), commune de Hitia'a – Hitia'a O Te Ra ;
- Tita'aviri (1988), commune de Papeari – Teva I Uta ;
- Haute Papeno'o (1989), commune de Papeno'o – Hitia'a O Te Ra ;
- Moyenne Papeno'o (1995), commune de Papeno'o – Hitia'a O Te Ra.



Après presque 20 ans de pause dans les développements hydroélectriques, voulue par la puissance publique (charte de l'énergie de 1998), MARAMA NUI a inauguré en 2017 et 2018 de nouvelles capacités de production, avec ses projets Hydromax 1 de Tita'aviri 1, Papeno'o 1 et Papeno'o 2 Maroto. L'ensemble de ces projets, convenus avec l'autorité concédante, permet de produire 2,55 GWh supplémentaires d'électricité d'origine hydraulique et d'améliorer ainsi la part d'énergies vertes dans le mix énergétique polynésien.

A ce jour MARAMA NUI exploite 16 barrages, dont le Lac Vaihiria, 28 captages au fil de l'eau, et 23 turbines, répartis sur 5 vallées de Tahiti Nui, pour une puissance installée totale de 47,6 MW.



Une énergie propre, locale et renouvelable

La production électrique de MARAMA NUI, qui se monte à 160 GWh par an en moyenne (sur les dix dernières années), avec un record à 217 GWh en 2010, est exclusivement issue des énergies renouvelables, produites dans les vallées de Tahiti. Elle contribue ainsi chaque année à éviter l'importation d'environ 38.000 m³ de gazole, et réduit ainsi les émissions dans l'atmosphère d'environ 155.000 tonnes de CO₂ et autres gaz à effet de serre.

Les techniques d'exploitation de MARAMA NUI sont améliorées d'année en année, et permettent un respect optimal des vallées.

Les ouvrages de retenue et de production sont intégrés à l'environnement, ils permettent le respect de la biodiversité des rivières, avec l'aménagement de passes à poisson, et la maîtrise des curages des retenues qui font qu'aujourd'hui, la qualité des eaux des rivières n'est pas impactée par son activité, et que leurs cours sont peuplés d'anguilles, de poissons et de chevrettes. MARAMA NUI poursuit sa démarche de suivi de la biodiversité dans les rivières qu'elle exploite. Elle fait en sorte de garantir la continuité écologique de ses installations.

De plus, elle est aujourd'hui dans une dynamique de communication dans les écoles du territoire.

Les installations hydroélectriques sont à présent des vitrines des énergies renouvelables en milieu insulaire. Elles accueillent chaque année des dizaines de groupes scolaires, qui peuvent ainsi s'initier à la production électrique, à la transition énergétique et à la préservation de l'environnement.



MARAMA NUI, un investisseur de premier plan au niveau Polynésien

Elle s'est notamment engagée, depuis 2007, dans un programme de confortement de ses ouvrages de retenue, en vue de garantir leur pérennité et leur solidité.

Le coût de programme se monte à près de 5,3 milliards de francs, il devrait s'achever en 2040 avec des réalisations annuelles, entièrement locales pouvant atteindre 200 millions de francs par an.



Système d'information et moyens matériels

MARAMA NUI dispose de moyens techniques optimum, avec notamment des moyens de télécommunication techniques et vocaux entre le centre technique de Taravao et l'ensemble des vallées et des sites hydroélectriques (faisceaux hertziens, fibres optiques, réseaux cuivre, terminaux satellitaires, réseau VHF) :

- Un système d'information avancé, incluant GMAO, logiciel de conduite Vaimana, modèles de prévisions de pluviométrie et de production ;
- Deux bunkers anticycloniques abritant les serveurs informatiques et les terminaux de conduite au standard data center ;
- Un ensemble d'outillages spécialisés (robot d'inspection et de réparation de conduite forcée, pelle araignée).

Au travers du rattachement de MARAMA NUI au Groupe Engie, les concessions de MARAMA NUI bénéficient directement des moyens communs à l'ensemble des entités du Pôle Energie.



2.2 Le cadre juridique et contractuel

2.2.1 La convention de concession

La concession de forces hydrauliques de la Moyenne Papeno'o a été confiée par la Polynésie française à MARAMA NUI, par une convention du 11 août 1995 pour une durée initiale de 45,5 ans, devant prendre fin le 31 décembre 2040.

Un premier avenant, en date du 19 janvier 1998, a prolongé de 10 ans la durée de la concession (portée au 31 décembre 2050), et instauré une formule procédant à la baisse du tarif du kWh sur les 3 années à suivre.

Un second avenant, en date du 29 décembre 2015, a introduit un prix de vente du kWh hydroélectrique spécifique à chaque concession, introduit une formule d'actualisation et de partage des rendements, instauré une nouvelle méthode d'amortissement des biens de la concession, avec mise en place d'une indemnité de fin de concession sur la valeur nette comptable, et mis en place un fonds de maintenance des conduites forcées.

La concession de la Moyenne Papeno'o comprend notamment 1 centrale, dénommée « Papeno'o 0 », et 1 retenue principale.

2.2.2 Les autres contrats liés à la délégation de service public

- Contrat de fourniture d'hydroélectricité avec EDT
- Accord de puissance garantie hydroélectrique avec EDT
- Convention de gestion déléguée avec EDT
- Contrat de conduite du parc hydroélectrique par EDT

Ces contrats sont détaillés au chapitre 6 « Engagements nécessaires à la continuité du service public ».

3 - OBLIGATION DE SERVICE A LA CLIENTELE

3.1 Tarif en vigueur

3.2 Production vendue et chiffre d'affaires correspondant

- 3.2.1 Pluviométrie
- 3.2.2 Disponibilité des ouvrages
- 3.2.3 Production brute d'hydroélectricité
- 3.2.4 Production vendue
- 3.2.5 Chiffre d'affaires

3.3 Bilan d'exploitation

- 3.3.1 Incidents majeurs
- 3.3.2 Réalisations de l'année

3.1 Tarif en vigueur

Le tarif est fixé par arrêté en conseil des ministres.

| Date | Texte | Tarifs |
|------------|-------------------|--|
| 22/01/1985 | Arrêté n° 46 CM | De 13,00 F à 27,39 F / kWh selon la tranche (NB : tarifs de distribution sur la Côte Est) |
| 29/08/1991 | Arrêté n° 927 CM | 13,00 F / kWh |
| 08/01/1992 | Arrêté n° 24 CM | 13,25 F / kWh |
| 29/04/1992 | Arrêté n° 494 CM | 13,25 F / kWh |
| 15/06/1993 | Arrêté n° 493 CM | 13,25 F / kWh |
| 30/05/1994 | Arrêté n° 535 CM | 13,25 F / kWh |
| 21/07/1997 | Arrêté n° 721 CM | 12,25 F / kWh |
| 14/05/1998 | Arrêté n° 681 CM | 12,18 F / kWh |
| 18/05/1999 | Arrêté n° 741 CM | 12,06 F / kWh |
| 31/12/1999 | Arrêté n° 1993 CM | 12,06 F / kWh (9,90 + 2,16 au titre de la puissance garantie) |
| 25/06/2009 | Arrêté n° 901 CM | 12,06 F / kWh |
| 25/02/2016 | Arrêté n° 201 CM | 14,34 F / kWh (tarif spécifique à la concession de la Moyenne Papenoo) |

Bien que cela soit prévu au cahier des charges de la concession, aucune des actualisations tarifaires contractuellement dues n'a fait l'objet depuis le 25 février 2016 d'un arrêté du conseil des ministres.

Dans ses ventes à EDT, MARAMA NUI applique néanmoins les tarifs découlant de ces conventions, déduction faite d'une partie de la rémunération initialement affectée au paiement d'un impôt foncier dont elle n'est finalement pas redevable.

En 2024, l'entreprise a constaté un avoir de 1,4 MCFP au titre de la concession de la Moyenne Papenoo dans la mesure où le tarif publié était inférieur au tarif contractuel depuis mars 2023.

En 2024, les tarifs contractuels étant supérieurs aux tarifs publiés, la facturation sur l'exercice s'est effectuée au tarif publié.

| Date | Evènements | Variations | | Tarif contractuel |
|--------------|---|---------------|--------------|-------------------|
| | | Actualisation | Autres | |
| 12/2015 | Avenant 3 | | | 14,34 |
| | Restitution taxe foncière | | -0,57 | 13,77 |
| 01/03/2016 | Actualisation | 0,00 | | 13,77 |
| 01/03/2017 | Actualisation | 0,03 | | 13,80 |
| 01/09/2017 | Refacturation pertes de transport | | -0,40 | 13,40 |
| 01/03/2018 | Actualisation | 0,05 | | 13,45 |
| 01/03/2019 | Actualisation | -0,02 | | 13,43 |
| 01/08/2019 | Prise en charge des pertes de transport | | 0,40 | 13,83 |
| 01/03/2020 | Actualisation | 0,02 | | 13,85 |
| 01/03/2021 | Actualisation | 0,07 | | 13,92 |
| 01/03/2022 | Actualisation | 0,06 | | 13,98 |
| 01/03/2023 | Actualisation | 0,43 | | 14,41 |
| 01/03/2024 | Actualisation | 0,48 | | 14,89 |
| Total | | 1,12 | -0,57 | |

Au 31 décembre 2024, le montant de ces avoirs s'élève en cumul à 89.097.460 CFP pour la Moyenne Papenoo. Ces avoirs ont été émis sur le 1^{er} trimestre 2025.

Il est à noter que le prix de vente de l'hydroélectricité intègre 0,40F/kWh correspondant aux pertes de transport.

Actualisation tarifaire

Le tarif contractuel correspond au tarif contractuel N-1 auquel est appliqué la formule de calcul définie dans le contrat avec les indices.

| | Forfait 31/12/2022 | Forfait 31/12/2023 | Variation | |
|-------------------|-----------------------|-----------------------|-----------|----------------|
| ISC | 115,50 | 124,97 | 8,19% | 108,19% |
| ICV | 109,20 | 109,86 | 0,60% | 100,60% |
| PSD | 115,39 | 118,37 | 2,58% | 102,58% |
| 0,5 ICV + 0,5 PSD | | | | 101,59% |

F = Fixe (charges calculées)
 I = ISC (MO)
 P = (0,5 * ICV + 0,5 * PSD) (Autres)

| Prix Achat hydro Marama Nui | Tarif au 01/03/2023 | F | P | I | Tarif au 01/03/2024 | Variation |
|-----------------------------|------------------------|--------|--------|--------|------------------------|-----------|
| Moyenne Papenoo | 14,41 | 0,3551 | 0,2928 | 0,3521 | 14,89 | 0,48 |

Article 16.2 alinéa 2

Pour la première fois, l'entreprise a mis en application l'alinéa 2 de l'article 16-2 « Traitement des écarts par rapport au prévisionnel »

« Si le cumul de ces écarts sur plusieurs années dépasse 50% du Chiffre d'Affaires prévisionnel de la concession, sa valeur est prise en compte de façon lissée dans la détermination des tarifs des 5 années suivantes. En fin de concession, l'écart cumulé résiduel positif reviendra au concédant, l'écart résiduel négatif sera pris en charge par le concessionnaire »

L'impact, au titre de 2024, pour la concession Moyenne Papenoo est nul.

3.2 Production vendue et chiffre d'affaires correspondant

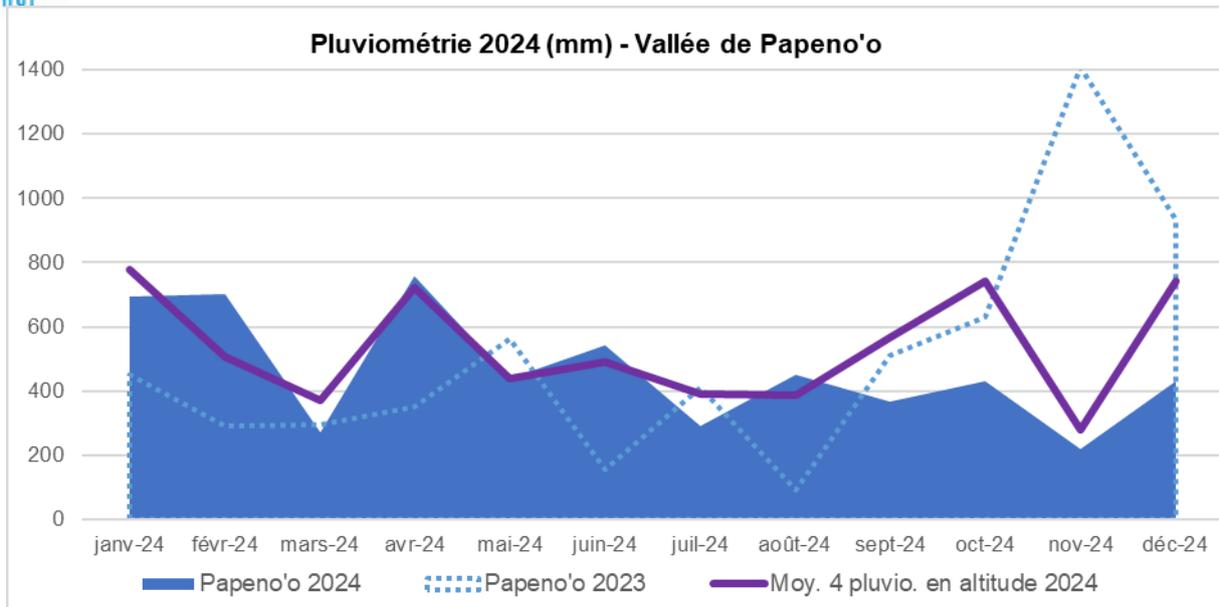
3.2.1 Pluviométrie

En 2024, la pluviométrie en altitude de la vallée de Papenoo a été de 5 595 mm.

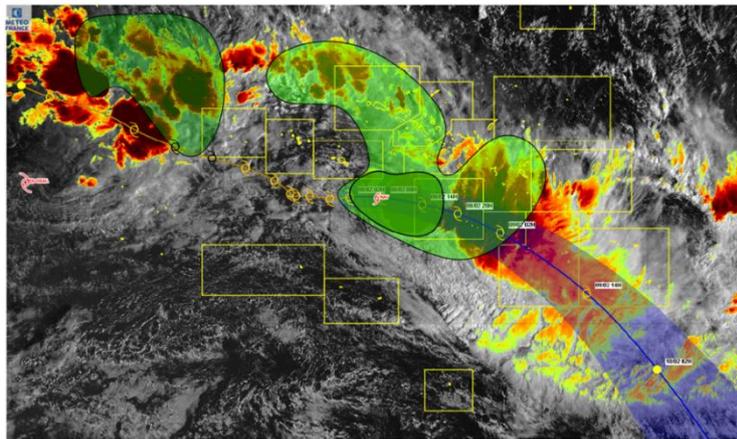
Sur l'année écoulée, la pluviométrie totale de la vallée :

- A été inférieure de 8% à la pluviométrie de l'année précédente, le dernier quadrimestre ayant continuellement cumulé une pluviométrie inférieure à la même période de l'année précédente, particulièrement les mois de novembre et décembre ;
- A été inférieure de 13% à la moyenne annuelle des quatre pluviomètres des vallées équipées.

Pour l'ensemble du parc hydroélectrique de Tahiti, les pluviométries importantes des mois de janvier, avril, octobre et décembre 2024 ont permis de garantir des productions mensuelles nettement supérieures aux prévisionnels mensuels, ainsi qu'une production annuelle supérieure de 24% au prévisionnel annuel.



A noter qu'une dépression tropicale modérée « NAT » a touché l'île de Tahiti au cours de la semaine 6 (à partir du vendredi 2 février).



3.2.2 Disponibilité des ouvrages

En 2024, la disponibilité annuelle sur arrêts automatiques de l'ensemble du parc des turbines de la concession de Moyenne Papeno'o a été très bonne, avec un taux de disponibilité de 99,89% traduisant 20h d'indisponibilité tous arrêts cumulés.

D'origine électrique, les déclenchements sur la turbine 2 de la centrale Papeno'o 0 sont liés à des défauts des sondes de température sur le stator de l'alternateur (l'alternateur ne dispose plus à date de sonde de température).

| | Nb. Déclenchements (arrêts automatiques) | Taux disponibilité |
|--------------------------------|--|--------------------|
| Papeno'o 0T1 | 0 | 100% |
| Papeno'o 0T2 | 2 | 99,77% |
| Concession de Moyenne Papeno'o | 2 | 99,89% |
| Total MARAMA NUI | 20 | 99,79% |

En outre, le parc des turbines de la concession de Moyenne Papeno'o a été indisponible environ 37 jours pour diverses interventions programmées, dont 22 jours pour le curage du bassin Cote 85 et 11 jours pour le remplacement du roulement du palier n°4 de la turbine 1 de Papeno'o 0.

3.2.3 Production brute d'hydroélectricité (en kWh)

La production brute (à savoir en sortie transformateur) de chaque ouvrage est comptabilisée depuis la mise en exploitation sur une année calendaire : 1998 pour Papenoo 0.

En 2024, avec 27,97 GWh, la production totale de la concession de Moyenne Papeno'o a été supérieure de 13% à la moyenne de l'énergie produite depuis 1998 (24,86 GWh).

| | PAPENOO MOYEN |
|------------------------------|--------------------------|
| 1981 | |
| 1982 | |
| 1983 | |
| 1984 | |
| 1985 | |
| 1986 | |
| 1987 | |
| 1988 | |
| 1989 | |
| 1990 | |
| 1991 | |
| 1992 | |
| 1993 | |
| 1994 | |
| 1995 | |
| 1996 | |
| 1997 | |
| 1998 | 30 388 133 |
| 1999 | 16 351 826 |
| 2000 | 26 312 303 |
| 2001 | 23 764 414 |
| 2002 | 16 990 783 |
| 2003 | 19 203 101 |
| 2004 | 23 729 271 |
| 2005 | 21 987 340 |
| 2006 | 20 900 575 |
| 2007 | 27 702 030 |
| 2008 | 23 483 997 |
| 2009 | 21 692 735 |
| 2010 | 36 333 695 |
| 2011 | 29 591 368 |
| 2012 | 25 975 885 |
| 2013 | 23 158 011 |
| 2014 | 25 512 907 |
| 2015 | 23 990 294 |
| 2016 | 28 729 673 |
| 2017 | 27 046 653 |
| 2018 | 24 646 550 |
| 2019 | 22 918 800 |
| 2020 | 25 394 740 |
| 2021 | 22 171 910 |
| 2022 | 31 746 950 |
| 2023 | 23 647 710 |
| 2024 | 27 973 480 |
| moy réelle à 2024 | 24 864 635 |
| Ecart / Moyenne | 13% |

3.2.4 Production « vendue »

Après prise en compte des consommations des auxiliaires des centrales et des pertes TEP, la production vendue sur l'exercice s'élève à **27 037 693 kWh**.

| | Janv - Fév | Mars - Juillet | Août - Déc | 2024 |
|--|---------------|----------------|----------------|----------------|
| Production brute (sortie transfo.) | | | | 27 973 480 kWh |
| - Consommation des auxiliaires | | | | -140 280 kWh |
| Production nette des consommations des auxiliaires | 6 569 270 kWh | 9 348 180 kWh | 11 915 750 kWh | 27 833 200 kWh |
| Pertes transport supportées MN | -200 515 kWh | -260 156 kWh | -334 836 kWh | -795 507 kWh |
| Production nette vendue | 6 368 755 kWh | 9 088 024 kWh | 11 580 914 kWh | 27 037 693 kWh |

3.2.5 Chiffre d'affaires

3.2.5.1 Pertes de transport

Les pertes de transport qui selon le code de l'énergie devraient être supportées par le concessionnaire de transport (TEP), le sont toujours par MARAMA NUI même si ces dernières sont forfaitairement répercutées dans les tarifs.

Elles sont mesurées globalement sur le réseau de transport et réparties par concession MARAMA NUI au prorata du nombre de kWh injectés.

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Pertes transport supportées MN (kwh) - MOYENNE PAPENOO | 631 716 | 734 203 | 672 496 | 935 865 | 818 037 | 795 507 |

A compter de 2025, en lien avec la mise en service de la première vague de fermes solaires, les pertes de transport ne devront plus être prises en charge par MARAMA NUI.

3.2.5.2 Chiffre d'affaires

Par application du tarif publié, traitement des écarts de volume avec la production contractuelle, et prise en charge des pertes de transport le chiffre d'affaires ressort à **345 657 814 XPF**.

| | Janv - Fév | Mars - Juillet | Août - Déc | 2024 |
|--|-----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| Production brute (sortie transfo.) | | | | 27 973 480 kWh |
| - Consommation des auxiliaires | | | | -140 280 kWh |
| Production nette des consommations des auxiliaires | 6 569 270 kWh | 9 348 180 kWh | 11 915 750 kWh | 27 833 200 kWh |
| Pertes transport supportées MN | -200 515 kWh | -260 156 kWh | -334 836 kWh | -795 507 kWh |
| Production nette vendue | 6 368 755 kWh | 9 088 024 kWh | 11 580 914 kWh | 27 037 693 kWh |
| Production contractuelle (art 16-2) | 4 780 153 kWh | 8 651 236 kWh | 9 899 642 kWh | 23 331 031 kWh |
| Ecart | 1 588 602 kWh | 436 788 kWh | 1 681 272 kWh | 3 706 662 kWh |
| <i>Dont 66% porté en cpt courant du concédant</i> | <i>1 048 477 kWh</i> | <i>288 280 kWh</i> | <i>1 109 640 kWh</i> | <i>2 446 397 kWh</i> |
| Ventes Hydro à EDT | 91 327 947 XPF | 128 953 787 XPF | 166 070 306 XPF | 386 352 040 XPF |
| - Refacturation consommation des auxiliaires (à TEP) | | | | 116 568 XPF |
| - Indemnisation suite indisponibilité du réseau de transport (à TEP) | | | | 0 XPF |
| - Avoir sur pertes de production à la suite d'indisponibilités du réseau de transport (Années 2019 à 2025) | | | | -5 759 533 XPF |
| Chiffre affaires énergie | | | | 380 709 075 XPF |
| Ecart sur prévisionnel (Art.16.2) | | | | -35 097 306 XPF |
| Plafonnement article 16 - AAE EDT | | | | 0 XPF |
| Chiffre affaires Net énergie | | | | 345 611 769 XPF |
| Autres produits annexes | | | | 46 045 XPF |
| Chiffre affaires MOYENNE PAPENOO | | | | 345 657 814 XPF |

3.3 Bilan d'exploitation

3.3.1 Incidents majeurs

Accident du travail

Aucun accident du travail ni autre incident majeur n'est survenu en 2023 dans la concession de Moyenne Papeno'o.

3.3.2 Réalisations de l'année

En 2024, plusieurs interventions correctives sur le dégrilleur du barrage ont eu lieu, lequel ne fait toujours pas l'objet d'un renouvellement intégral dans l'attente d'une décision quant au projet Cote 95.



Le curage du bassin Puraha/Cote 85 a été réalisé et les paramètres physico-chimiques ont été suivis (résultats conformes).

Dans la continuité, la recharge en matériaux de la piste en aval du barrage a été faite.



4 - DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

4.1 Principe de la comptabilité appropriée

- 4.1.1 La séparation des contrats de délégation
- 4.1.2 La séparation des activités du contrat de délégation
- 4.1.3 Le principe du coût réel constaté
- 4.1.4 La prééminence de l'imputation directe
- 4.1.5 La non-compensation des produits et des charges dans la présentation de l'information financière
- 4.1.6 La justification du périmètre de charges
- 4.1.7 La permanence des méthodes retenues dans la détermination du périmètre de charge
- 4.1.8 Les principes relatifs à la méthode économique des charges calculées
- 4.1.9 Les opérations effectuées avec les parties liées
- 4.1.10 L'identification des contrats à long terme
- 4.1.11 Distinction entre coûts récurrents et coûts non récurrents au sein des activités concernées
- 4.1.12 Objectivation de la marge du délégataire par activité
- 4.1.13 Présentation de l'écart entre le revenu autorisé prévisionnel et le chiffre d'affaires réalisé
- 4.1.14 Ajustement suite à une remise en cause par l'autorité en charge du contrôle de la concession des coûts présentés

4.2 Méthodologie et clés de répartition analytique

4.3 Les comptes de la concession

La comptabilité appropriée a été mise en place par arrêté 2100 CM du 17 décembre 2015 et s'applique à toute personne physique ou morale titulaire d'une délégation de service public du secteur de l'énergie en Polynésie française.

L'arrêté 725 CM du 21 mai 2024 a mis à jour et précisé les conditions de présentation des rapports annuels des délégataires.

Les comptes y sont présentés par type de dépenses (vente, maintenance, conduite et fonctionnement...).

4.1 Principes de la comptabilité appropriée

4.1.1 – La séparation des contrats de délégation

Un compte de résultat et un bilan spécifique sont présentés pour chaque concession de MARAMA NUI. Comptablement, les dépenses engagées au bénéfice d'une concession y sont toujours directement affectées.

4.1.2 – La séparation des activités du contrat de délégation

MARAMA NUI possède une seule activité, celle de la fourniture d'hydroélectricité.

4.1.3 – Le principe du coût réel constaté

Certaines dépenses comme la main d'œuvre, non directement affectables, font l'objet d'une répartition en fonction des temps passés telle que pratiquée pour l'exploitation déléguée MARAMA NUI /EDT.

4.1.4 – La prééminence de l'imputation directe

Dans la mesure du possible, toutes les commandes spécifiques à des concessions sont en imputation directe. Certains postes non imputables directement font l'objet d'une répartition notamment la prestation déléguée, etc...

4.1.5 – La non-compensation des produits et des charges dans la présentation de l'information financière

Les lignes de produit sont identifiées dans le compte de résultat à l'exception des postes suivants :

| MOYENNE PAPENOO | | Montant Compte de résultat | Détail produits | Détail charges |
|--|--|----------------------------|------------------|-------------------|
| Maintenance - Conduite exploitation | Autres produits et charges | 164 919 | 289 698 | -124 779 |
| Maintenance - Conduite exploitation | Provisions sur stocks et créances | 1 392 129 | 1 392 129 | 0 |
| Maintenance - Conduite exploitation | Provisions pour risques et charges | 0 | 0 | 0 |
| Maintenance - Conduite exploitation | Exceptionnel | -3 127 | 1 111 561 | -1 114 688 |
| Amortissement des actifs de concession | Exceptionnel | -2 243 228 | 0 | -2 243 228 |
| Impôts et Taxes | Provisions pour risques et charges | 6 169 898 | 6 169 898 | 0 |
| Financier | Autres produits et charges financières | -281 019 | 53 538 | -334 556 |
| TOTAL | | 5 199 572 | 9 016 824 | -3 817 252 |

4.1.6 – La justification du périmètre de charges

MARAMA NUI possède une seule activité, la production d'hydroélectricité.

A une écriture de comptabilité générale peuvent être associées une ou plusieurs écritures analytiques qui précisent le(s) centre(s) de coût et le(s) eOTP concernés.

L'eOTP est la combinaison d'un chantier et d'un bien, le bien permettant de préciser « sur quoi » on travaille : tel groupe de puissance d'une centrale de production, tel élément du réseau de distribution, tel barrage, telle agence de clientèle....

L'eOTP permet d'affecter une concession, une activité et un processus à l'écriture. Les centres de coûts permettent de connaître la fonction concernée en cas d'imputation directe. Ils sont aussi le support des imputations indirectes.

4.1.7 – La permanence des méthodes retenues dans la détermination du périmètre de charge

Aucun changement n'a eu lieu sur l'exercice 2024.

4.1.8 – Les principes relatifs à la méthode économique des charges calculées

Le concessionnaire a mis en place en 2017 une méthode de comptabilisation « susceptibles de satisfaire à une présentation économique des coûts de la ou des activités » de la concession :

- cette méthode est conforme au point 218-6 de l'arrêté 725 CM du 21 mai 2024 ;
- elle consiste à « amortir » sur la durée résiduelle de la concession à la fois la valeur non amortie des biens gérés et de « provisionner » sur la même durée ses coûts prévisionnels de renouvellement ;
- elle permet pour un patrimoine géré constant, d'avoir une charge globale d'amortissement constante sur toute la durée de la concession.

4.1.9 - Les opérations effectuées avec les parties liées

Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

EDT

| Libellé | Description | Moyenne Pape noo |
|---|---|------------------|
| Achat de l'hydroélectricité. | Jusqu'au 1er mars 2016, EDT achetait l'hydroélectricité produite par Marama Nui au tarif unique de 12,06 F/kWh. À partir de cette date, les tarifs ont été révisés et différenciés selon les vallées. Au 31/12/2024, les tarifs par vallées s'élèvent à 10 F pour Vaihiria, 12,66 F pour Vaite, 13,65 F pour Titaaviri, 10,10 F pour Faatautia, 14,05 F pour la haute PPNOO et 14,34 F pour la moyenne PPNOO. | 386 352 040 |
| Exploitation déléguée: prestations d'exploitation | Une convention d'exploitant délégué a été conclue entre EDT et Marama Nui le 1er août 2006, donnant lieu à une refacturation annuelle forfaitaire des prestations. Un premier avenant a été signé le 23 juin 2011 indiquant une refacturation des prestations au franc le franc sur la base des charges supportées par EDT. En date du 24 septembre 2019, un avenant 2 a été conclu donnant lieu à l'application d'une marge de 2% sur les charges refacturées par EDT, avec effet rétroactif au 1er janvier 2018. | 54 090 422 |
| Exploitation déléguée: IDR ancien salarié | En cas de départ en retraite d'un ancien salarié de MARAMA NUI, les indemnités versées par EDT seront refacturées à MARAMA NUI au prorata du temps passé dans chaque société; en contrepartie de cet engagement, MARAMA NUI conservera à son bilan les indemnités de départ en retraite comptabilisées par elle même jusqu'à la prise d'effet de ce contrat. | 1 990 203 |
| Dispatching | Contrat de prestations techniques d'aide à la conduite entre MNui et EDT. L'aide à la conduite du réseau de distribution du SECOSUD intègre des activités de contrôle des flux depuis le réseau de transport, de respect des capacités nominale des ouvrages et de proposition d'adaptation du schéma du réseau aux diverses contraintes de continuité de service aux utilisateurs du réseau de distribution. Facturation sur la base d'un forfait actualisé annuellement | 1 729 960 |
| Convention administrative | EDT refacture à l'ensemble de ses filiales des prestations administratives déterminée sur la base d'une clé représentative de la consommation de chaque prestation | 15 907 572 |

Les fonctions supports sont intégralement incluses dans les conventions d'exploitation déléguée et prestation administrative conclues entre EDT et MARAMA NUI.

Autres parties liées

| Libellé | Description | Moyenne Pape noo |
|--------------------------|--|------------------|
| Polydiesel | Travaux sous-traités: production facturé chantiers par chantiers sur la base de bons de commande | 212 669 |
| Engie Services Polynésie | Travaux sous-traités: réseaux et facility management facturé chantiers par chantiers sur la base de bons de commande | 7 962 278 |

Les montants sont présentés hors TVA sociale

4.1.10 - L'identification des contrats à long terme

Cf. chapitre 6. ENGAGEMENTS NECESSAIRES A LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

4.1.11 - Distinction entre coûts récurrents et coûts non récurrents au sein des activités concernées

La notion de produits et charges non récurrents fait référence à l'ensemble des éléments ne rentrant pas habituellement dans le cycle normal d'exploitation, d'investissement ou de financement de l'opérateur. Les charges non récurrentes sont des charges de caractère exceptionnel qui n'ayant pas vocation à se reproduire les exercices suivants.

Cf. chapitre :

4 – DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

4.3.3 Commentaires sur les comptes

4.1.12 - Objectivation de la marge du délégataire par activité

Le résultat net est présenté pour chaque concession.

4.1.13 - Présentation de l'écart entre le revenu autorisé prévisionnel et le chiffre d'affaires réalisé

Les avenants prévoient le traitement suivant des écarts par rapport au prévisionnel :

Les écarts en plus ou en moins mesurés à installations constantes, entre le nombre de kWh vendus et celui figurant au Compte d'Exploitation Prévisionnel de la société concessionnaire, sont valorisés chaque année au tarif en vigueur. 66 % de leur valeur sont portés au compte courant du concédant, les 34% restant sont conservés en résultat, ils représentent l'intéressement du concessionnaire, en plus ou en moins, à la pluviométrie et au bon fonctionnement des ouvrages.

Si le cumul de ces écarts sur plusieurs années dépasse 50% du chiffre d'affaires prévisionnel de la concession, sa valeur est prise en compte de façon lissée dans la détermination des tarifs des 5 années suivantes.

En fin de concession, l'écart cumulé résiduel positif reviendra au concédant, l'écart résiduel négatif sera pris en charge par le concessionnaire.

4.1.14 - Ajustement suite à une remise en cause par l'autorité en charge du contrôle de la concession des coûts présentés

N/A

4.2 Méthodologie et clés de répartition analytique

Un bilan et un compte de résultat analytique sont établis annuellement pour chacune des concessions.

L'affectation des postes de bilan, des produits et des charges par concession s'effectue :

- soit par imputation directe lorsque le poste concerné est directement affectable à une concession,
- soit en recourant à des clés de répartition pour les sections analytiques communes ou indirectes.

Actif

- Les immobilisations concédées (barrages, pistes, conduites, centrales) représentent près de 80 % de l'actif en valeur brute, et sont imputées de façon directe dans chacune des concessions auxquelles elles se rapportent. Il est de même pour les amortissements techniques correspondants.

- Les autres postes de l'actif sont répartis par concession selon les modalités suivantes :

- au prorata de la production moyenne de kWh, pour les postes :

- Autres immobilisations (privées, concédées communes, incorporelles, financières)

A noter que sur 2015, l'affectation des immobilisations concédées aux concessions a été améliorée sur la Papenoo entre la Haute et la Moyenne Papenoo réduisant d'autant le besoin de répartition

- Avances et acomptes versés
- Charges constatées d'avance

- au prorata de la valeur brute des immobilisations concédées, pour les postes :

- Stocks et provisions s'y rapportant

- au prorata des ventes de kWh, pour les postes :



- Clients et Autres créances

Passif

- Les « capitaux propres » enregistrés en Hors concession sont constitués par le capital social, les réserves, les reports à nouveau et le résultat de l'activité Hors concession.
- Les résultats dégagés par concession (bénéfices ou pertes) sont inscrits dans la rubrique des « capitaux propres » de chaque concession au cours de l'exercice de réalisation, puis font l'objet l'année suivante d'une affectation au poste Report à nouveau, figurant en Hors concession.
- Sont imputés directement sur leurs concessions d'appartenance :
 - L'amortissement de caducité, le passif de renouvellement, le fonds de maintenance des conduites forcées,
 - Les provisions pour risques et charges,
 - Les emprunts bancaires.
- Les autres postes du passif sont répartis par concession selon les modalités suivantes :
 - au prorata des achats et charges externes pour le poste :
 - Fournisseurs.
 - au prorata de la production moyenne de kWh, pour les postes :
 - Dettes fiscales et sociales,
 - Autres dettes,
 - Produits constatés d'avance.

La différence apparaissant au niveau du bilan de la concession entre ses actifs et ses passifs constitue une situation de trésorerie (excédent ou besoin) portée dans la rubrique « Compte Courant du concessionnaire ».

Compte de résultat

- **La production** d'hydroélectricité est suivie par centrale, permettant ainsi d'affecter directement les ventes d'énergie par concession et les pertes de transport.
- **Les coûts de maintenance et de conduite** font principalement l'objet d'une affectation directe par concession ou, à défaut, d'une répartition en fonction des temps passés telle que pratiquée pour l'exploitation déléguée MN/EDT.
- **L'amortissement des actifs de concession** : ces charges sont affectées directement par concession.
- **Les impôts et taxes** correspondent à la contribution des patentes dont la répartition est effectuée en référence à la valeur brute des immobilisations de concession.
- **Les coûts de structure**, ou frais généraux et administratifs, sont répartis par concession en fonction de la production moyenne de kWh.

Ventilation des charges entre structure et maintenance

La répartition des charges entre les activités de structure et de maintenance s'effectue selon les modalités suivantes :

- **Achats et charges externes**
La ventilation est déterminée en fonction de la nature du compte comptable utilisé. Chaque compte est préaffecté soit à la structure, soit à la maintenance.

- **Exploitation déléguée**
Pour la part relative à la structure, un pourcentage de temps consacré par la cheffe de service, son adjoint et sa secrétaire est calculé. Ce pourcentage est appliqué à leurs masses salariales respectives. La part restante, calculée par différence, est imputée en maintenance.
- **Amortissements des biens privés de structure**
La ventilation entre structure et maintenance est effectuée au prorata des acquisitions de l'exercice.
- **Provisions :**
Pour la structure, les charges correspondent exclusivement à la dotation (ou reprise) de la PIDR.

Par ailleurs, en fonction de la nature des coûts, les charges indirectes peuvent être réparties selon différentes clés de répartition, notamment :

- au prorata du temps passé ;
 - au prorata de la production moyenne historique de kWh ;
 - au prorata de la valeur brute des immobilisations ;
 - au prorata de la valeur des immobilisations concédées.
-
- Les éléments financiers sont essentiellement composés des intérêts sur emprunt, et des intérêts sur compte courant du concessionnaire calculés au taux moyen Euribor 3 mois :
 - Trésorerie positive : le produit financier est calculé au taux Euribor
 - Trésorerie négative : la charge financière est calculée au taux Euribor + 0,75.Lorsque l'Euribor est négatif, il est retenu pour la valeur 0.
La contrepartie des intérêts ainsi calculés, et affectés à chaque concession, est inscrite dans la rubrique « résultat financier » en Hors concession.
 - Les réintégrations et déductions fiscales sont affectées au réel entre les activités en concession et le hors concession permettant de calculer les taux de prélèvement « sur résultat comptable ». Ce taux de prélèvement est ensuite appliqué de manière uniforme au résultat comptable de chaque concession ; de la sorte, le montant de l'impôt réparti est équivalent à celui réellement payé.

4.3 Les comptes de la concession

4.3.1 Bilan

| ACTIF | MOYENNE PAPENOO (0) | |
|--|----------------------|----------------------|
| | 2024 Concession | 2023 Concession |
| Immobilisations concédées | 3 904 582 078 | 3 904 582 078 |
| Immobilisations privées | 95 886 642 | 86 857 761 |
| Immobilisations financières | 8 920 790 | 10 519 455 |
| Immobilisations en-cours | 217 742 881 | 163 172 318 |
| Avances et acomptes | | |
| Total Immobilisations brutes | 4 227 132 391 | 4 165 131 612 |
| Amortissements | -2 422 666 824 | -2 365 762 797 |
| Immobilisations concédées (1) | -2 260 084 535 | -2 212 108 033 |
| Immobilisations privées | -52 589 927 | -45 875 169 |
| Provision dépréciation des immobilisations concédées | -109 992 362 | -107 779 595 |
| Immobilisations nettes | 1 804 465 567 | 1 799 368 815 |
| Stock | 42 825 128 | 37 787 525 |
| Provisions de stock | -1 213 222 | -1 847 723 |
| Net | 41 611 906 | 35 939 802 |
| Créances clients | 66 595 879 | 127 387 185 |
| Autres créances | 8 942 126 | 27 348 212 |
| Charges constatées d'avance | 195 780 | 179 910 |
| Total créances d'exploitation | 75 733 785 | 154 915 307 |
| Provisions créances | | -972 730 |
| Créances nettes | 75 733 785 | 153 942 577 |
| Placement et trésorerie | | |
| Disponibilités ou C/C du concessionnaire | 582 528 371 | 482 619 495 |
| TOTAL ACTIF | 2 504 339 629 | 2 471 870 689 |

| PASSIF | MOYENNE PAPENOO (0) | |
|--|----------------------|----------------------|
| | 2024 Concession | 2023 Concession |
| Capital | | |
| Réserves | | |
| RAN | | |
| RESULTAT | 140 792 469 | 155 667 915 |
| Subventions d'investissement | | |
| Capitaux propres | 140 792 469 | 155 667 915 |
| Amort caducité, ATO, PRU | 1 267 548 349 | 1 316 300 209 |
| Provision pour renouvellement | | |
| Passif de renouvellement (2) | 236 586 690 | 212 338 785 |
| Fonds de maintenance conduites forcées | 512 728 631 | 496 930 464 |
| Autres provisions pour risques et charges | 38 969 669 | 47 409 646 |
| Autres provisions pour risques et charges - Immobilisation | | |
| S/T capitaux propres et provisions | 2 196 625 808 | 2 228 647 020 |
| C/C du concessionnaire (emprunt) | | |
| Emprunt et dettes | | |
| Avoirs à émettre à EDT | 3 747 325 | 89 929 988 |
| Fournisseurs | 34 970 448 | 25 688 699 |
| Dettes fiscales et sociales | 32 645 204 | 17 177 939 |
| Autres dettes (3) | 236 350 844 | 110 427 044 |
| PCA | | |
| S/T emprunts et dettes | 307 713 820 | 243 223 669 |
| TOTAL PASSIF | 2 504 339 629 | 2 471 870 689 |

4.3.2 Compte de résultat

| RESULTAT | MOYENNE PAPENOO (0) | |
|--|---------------------|--------------------|
| | 2024 Concession | 2023 Concession |
| CA "net" Energie | 345 657 814 | 331 181 498 |
| Ventes hydro (à EDT) (4) | 386 352 040 | 325 379 421 |
| Refacturation Pertes Transport (à TEP) | | |
| Refacturation de la consommation des auxiliaires des postes de transport (à TEP) (5) | 116 568 | 109 744 |
| Indemnisation suite indisponibilités réseau de transport (à TEP) (6) | | |
| Avoir sur pertes de production à la suite d'indisponibilités du réseau de transport (Années 2019 à 2025) (7) | -5 759 533 | |
| Autres produits annexes | 46 045 | |
| Ecart sur prévisionnel (Art.16.2) (8) | -35 097 306 | 5 692 333 |
| Plafonnement (Art.16.2 al2) - Avoir à établir (à EDT) | | |
| Production moyenne (de l'origine à 2023/2024) | 24 864 635 | 24 745 064 |
| kWh vendus | 27 037 693 | 22 673 323 |
| CA / kWh vendus | 12,78 | 14,61 |
| Maintenance - Conduite exploitation | -88 630 949 | -66 576 931 |
| Achats et charges externes (9) | -86 061 531 | -75 764 275 |
| Exploitation Déléguée (10) | -51 465 091 | -38 093 444 |
| Production immobilisée | 48 621 665 | 49 409 003 |
| Provisions risques indemnités fin de concession | | |
| Provision pour risques et charges | | |
| Provision Stock & créances | 1 392 129 | -579 603 |
| Amortissement des biens privés destinés à l'exploitation | -1 279 913 | -1 471 686 |
| Exceptionnel | -3 127 | -48 611 |
| Autres produits et charges | 164 919 | -28 316 |
| Amortissement des actifs de concession | -39 301 176 | -42 978 807 |
| AT, Caducité, PR | | |
| Amortissement biens existants | -47 806 071 | -47 806 071 |
| Dot. passif de renouvellement | -24 247 904 | -26 348 058 |
| Amortissement améliorant | -170 431 | -170 431 |
| Reprise lissée caducité | 48 751 859 | 48 751 859 |
| Reprise sur travaux de renouvellement | | |
| Dot. Provision pour dépréciation actif immobilisé | | |
| Dot. fonds conduites forcées | -17 406 106 | -17 406 106 |
| Reprise sur travaux conduites forcées | 1 607 939 | |
| Exceptionnel | -30 461 | |
| Impôts et taxes | 1 466 776 | 1 580 384 |
| Patente | -4 650 296 | -3 576 176 |
| Autres | -52 825 | -958 235 |
| Provision (11) | 6 169 898 | 6 114 796 |
| Exceptionnel | | |
| Structure | -26 909 939 | -13 077 811 |
| Achats et charges externes (12) | -21 204 967 | -9 110 952 |
| Exploitation Déléguée | -4 615 534 | -4 508 132 |
| Amortissement des biens privés de structure | -3 333 928 | -1 729 393 |
| Provisions | 2 244 491 | 2 270 667 |
| Autres produits et charges | | |
| Exceptionnel | | |
| Financier | 16 683 458 | 21 511 169 |
| Intérêts sur emprunt bancaire | | |
| Autres produits et charges financières | -281 019 | -178 646 |
| Rémunération C/C du concessionnaire | 16 964 477 | 21 689 815 |
| Résultat avant impôt | 208 965 985 | 231 639 502 |
| Impôt sur les sociétés | -68 173 515 | -75 971 587 |
| Résultat net - concessions | 140 792 469 | 155 667 915 |

4.3.3 Commentaires sur les comptes

Bilan

1 Amortissement

Ce poste correspond aux charges d'amortissements comptabilisées par le concessionnaire de façon linéaire sur la durée de la concession pour amener la valeur nette des biens au montant de l'indemnité de reprise s'y rapportant (cf. partie 5.7 du rapport).

Remarque : la valeur économique des biens calculée sur leur durée de vie figure dans le chapitre de ce rapport dédié au patrimoine géré.

2 Le passif de renouvellement regroupe les sommes mises de côté par l'entreprise pour être en mesure de financer la réalisation des plans de renouvellement.

3 Cette rubrique intègre la mise en réserve au titre de l'article 16.2, doté sur l'exercice à hauteur de 35,1 MCFP. Le solde du compte s'établit à 144 MCFP.

Compte de résultat

4 Le chiffre d'affaires énergie augmente significativement de 61 MCFP par rapport à 2023 en raison de la hausse de la production d'hydroélectricité en volume de 4 GWh.

5 En 2020, des contrats de vente d'énergie ont été conclus avec la TEP pour les auxiliaires des postes de transport. Par application de ces contrats, TEP paie désormais ses consommations électriques, là où elles étaient jusqu'alors traitées comme des pertes en ligne à la charge du client final.

6 Le 29 mai 2019, MARAMA NUI et EDT ont conclu avec la TEP un « accord sur les modalités de rétrocession de la maintenance des ouvrages de transport ». Ce contrat prévoit notamment l'indemnisation des pertes de production subies par MARAMA NUI en cas d'indisponibilité excessive du réseau de transport.

7 En raison d'un accord avec la TEP, un avoir a été émis concernant les pertes de production subies par MARAMA NUI en cas d'indisponibilité excessive du réseau de transport. Cet avoir couvre la période de 2019 à 2025.

8 Suite à la hausse de la pluviométrie, l'année se solde par une mise en réserve en vertu de l'article 16.2 de 35,1 MCFP. En 2023, a contrario, la concession a bénéficié du fonds à hauteur de 5,7 M CFP.

9 Les AC/ACE intègrent les charges courantes d'exploitation, les charges liées aux conduites forcées (compensées par la reprise sur travaux correspondante) ainsi que les autres charges de renouvellement, neutralisées par la production immobilisée. L'analyse de ces charges doit donc être réalisée en lien avec la production immobilisée et la reprise sur travaux conduites forcées.

10 L'exploitation déléguée est répartie entre les concessions au prorata du temps consacré à chacune. La quotité de temps allouée à la concession de la moyenne Papenoo est passée de 6% en 2023 à 11% en 2024, ce qui explique une hausse significative observée

11 Le second redressement fiscal relatif aux patentes, initié en 2019 avait pour conséquence une augmentation, au profit des communes, du niveau d'imposition annuel de 37 MCFP pour MARAMA NUI dont MCFP pour la vallée de la moyenne Papenoo. Une provision pour risque avait été constituée sur plusieurs années. Depuis l'exercice 2023, la charge de patente a été corrigée, conformément aux conclusions du redressement fiscal sur la patente.

| Provisions redressement Patente | 2023 | + | - | 2024 |
|---------------------------------|--------------------|----------|-------------------|-------------------|
| 2017 | 0 | | | 0 |
| 2018 | 0 | | | 0 |
| 2019 | 0 | | | 0 |
| 2020 | 38 024 467 | | 38 024 467 | 0 |
| 2021 | 37 469 307 | | | 37 469 307 |
| 2022 | 44 536 806 | | | 44 536 806 |
| TOTAL | 120 030 580 | 0 | 38 024 467 | 82 006 113 |

12 Les achats et charges externes liés à la structure correspondent principalement à des coûts indirects, répartis entre les concessions au prorata du temps consacré à chacune. La part de temps allouée à la concession de Moyenne Papenoo est passée de 6% en 2023 à 11% en 2024, ce qui explique l'augmentation observée sur cette période.

Au 31/12/2024, les éléments comptabilisés en exceptionnel sont considérés comme des éléments récurrents car il s'agit de complément de dotation pour les immobilisations mises au rebut ou des produits de cession des éléments d'actifs, donc entrant dans le cycle normal d'investissement.

Aucun autre élément non récurrent n'est présent dans les comptes arrêtés au 31/12/2024.

4.3.4 Tableau de passage

| | MOYENNE PAPENOO | Autres concessions | Toutes concessions |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Résultat avant IS - RAD | 208 965 985 | 291 647 457 | 500 613 442 |
| Retraitements concession | 8 783 953 | 41 130 596 | 49 914 549 |
| Charges lissées - RAD | 23 472 547 | 241 685 241 | 265 157 788 |
| Charges lissées sociales | -12 214 450 | -199 358 231 | -211 572 681 |
| Rémunération C/C du concessionnaire - RAD | -16 964 477 | 143 435 410 | 126 470 933 |
| Rémunération C/C du concessionnaire social | 14 490 333 | -144 631 824 | -130 141 491 |
| Hors concession - RAD | | 166 442 195 | 166 442 195 |
| Rémunération C/C du concessionnaire - RAD | | -126 470 933 | -126 470 933 |
| Rémunération C/C du concessionnaire social | | 130 141 491 | 130 141 491 |
| Hors concession - PCG | | 170 112 753 | 170 112 753 |
| Résultat avant IS - PCG | 217 749 938 | 502 890 806 | 720 640 744 |

| | MOYENNE PAPENOO | Autres concessions | Toutes concessions |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|
| Résultat net - RAD | 140 792 469 | 185 023 510 | 325 815 979 |
| Déficits reportables sur concessions déficitaires | | 13 508 154 | 13 508 154 |
| Reprise de report déficitaire antérieur | | -2 531 535 | -2 531 535 |
| Retraitements concession avant IS | 8 783 953 | 41 130 596 | 49 914 549 |
| IS PCG | -69 170 635 | -116 687 186 | -185 857 820 |
| Neutralisation IS RAD | 68 173 515 | 106 623 947 | 174 797 463 |
| Hors concession - RAD | | 169 712 659 | 169 712 659 |
| Retraitements Hors concession | | 3 670 558 | 3 670 558 |
| IS PCG | | 4 113 128 | 4 113 128 |
| Neutralisation IS RAD | | -3 270 464 | -3 270 464 |
| Hors concession - PCG | | 174 225 881 | 174 225 881 |
| Résultat net - PCG | 148 579 303 | 401 293 369 | 549 872 672 |

5 - INFORMATIONS SUR LES BIENS IMMOBILISES

5.1 Variation des immobilisations en concession

5.2 Situation des biens nécessaires à l'exploitation du service public

5.3 Suivi du programme contractuel d'investissements

5.4 Le fonds de maintenance des conduites forcées

5.5 Dépenses de renouvellement

5.5.1 Le besoin de renouvellement

5.5.2 Le réalisé de l'année

5.5.3 Le plan de renouvellement

5.5.4 La dotation de l'exercice

5.6 Dépenses de 1^{er} établissement

5.6.1 Le réalisé de l'exercice

5.6.2 Le programme prévisionnel d'investissement

5.7 Méthode lissée des charges calculées

5.8 Indemnité de fin de concession

5.1 Variation des immobilisations en concession

| 2023 | Acquisition | | Cession | 2024 |
|---------------|-------------|----------------|---------|---------------|
| | améliorant | renouvellement | | |
| 3 904 582 078 | - | - | - | 3 904 582 078 |

| | | | | | |
|-------------------|----------------------|---|---|---|--------------------|
| BATIMENT | 374 862 724 | | | | - |
| CONDUITE | 2 443 865 067 | | | | 374 862 724 |
| ELEC DE COMMANDE | 55 201 570 | | | | 2 443 865 067 |
| ELEC DE PUISSANCE | 146 089 552 | | | | 55 201 570 |
| GROS ŒUVRE | 285 889 185 | | | | 146 089 552 |
| PIECES SECURITE | 46 477 641 | | | | 285 889 185 |
| PISTE | 264 345 380 | | | | 46 477 641 |
| TURBINE | 287 850 959 | | | | 264 345 380 |
| | 3 904 582 078 | - | - | - | 287 850 959 |

Les immobilisations sont comptabilisées au moment de leur mise en service, dans l'attente, elles figurent en immobilisations en cours.

5.2 Situation des biens nécessaires à l'exploitation du service public

L'amortissement présenté correspond à un amortissement linéaire sur la durée de vie des biens de sorte à faire apparaître leur valeur nette économique à la date de clôture.

Cet amortissement diffère de celui pratiqué dans les comptes de la concession, lequel permet, pour un patrimoine géré constant l'obtention d'une charge annuelle « d'amortissement » identique sur toute la durée de la concession.

| Famille | Désignation principale | Date mise en service | Valeur Brute | Amort. | VNC | IFC |
|-------------------|--|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|--------------------|
| BATIMENT | ARMATURE RENOV BATIMENT CENTRALE PAPENOO 0 | 01.11.2018 | 11 656 739 | -1 796 631 | 9 860 108 | 2 283 476 |
| BATIMENT | PAP AUTRES CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 35 049 562 | -35 049 562 | 0 | - |
| BATIMENT | PAP DEGRILLEUR HYDRAU 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 11 827 267 | -11 827 267 | 0 | - |
| BATIMENT | PAP GENIE CIVIL 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 251 541 760 | -171 086 713 | 80 455 047 | - |
| BATIMENT | PAP GENIE CIVIL BAT 0 RENOVAT CENT PAPENOO 0 | 01.11.2018 | 17 162 173 | -1 763 449 | 15 398 724 | 7 962 027 |
| BATIMENT | RENOV TOITURE CENTRALE PAPENOO 0 | 01.11.2018 | 42 566 763 | -13 124 875 | 29 441 888 | - |
| BATIMENT | PAP CLIMATISEUR GREE 18000BTU CENTRALE PAPENOO 0 | 31.10.2023 | 286 399 | -66 853 | 219 546 | - |
| BATIMENT | PAP EXTENSION CLOTURE DERRIERE CENT PAPENOO 0 | 31.12.2023 | 4 772 061 | -477 206 | 4 294 855 | - |
| BATIMENT | | | 374 862 724 | -235 192 556 | 139 670 168 | 10 245 503 |
| CONDUITE | PAP CONDUITES C0 PAPENOO CONDUITE | 01.01.1998 | 2 443 865 067 | -1 392 457 124 | 1 051 407 943 | 285 256 986 |
| CONDUITE | | | 2 443 865 067 | -1 392 457 124 | 1 051 407 943 | 285 256 986 |
| ELEC DE COMMANDE | ARMOIRE AUTOMATIS. PAP0T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 10.12.2015 | 12 949 805 | -4 692 414 | 8 257 391 | - |
| ELEC DE COMMANDE | ARMOIRE AUTOMATISME POT1 PAPENOO CENTRALE 0 T1 | 01.07.2014 | 4 731 789 | -1 987 509 | 2 744 280 | - |
| ELEC DE COMMANDE | AUTOMATE PAP0 T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 2 611 551 | -2 611 551 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | AUTOMATE PAP0 T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 10.12.2015 | 2 189 456 | -1 983 980 | 205 476 | - |
| ELEC DE COMMANDE | CABLAGE PAP0 T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 5 223 101 | -5 223 101 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | CABLAGE PAP0 T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 01.01.1998 | 5 223 101 | -5 223 101 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | PROTECTION PAP0 T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 2 089 241 | -2 089 241 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | PROTECTION PAP0 T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 10.12.2015 | 1 234 558 | -1 118 697 | 115 861 | - |
| ELEC DE COMMANDE | REGULATEUR TENSION PAP0T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 2 089 240 | -2 089 240 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | REGULATEUR TENSION PAP0T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 01.09.2020 | 3 189 724 | -1 382 061 | 1 807 663 | - |
| ELEC DE COMMANDE | REGULATEUR VITESSE PAP0T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 6 267 722 | -6 267 722 | 0 | - |
| ELEC DE COMMANDE | REGULATEUR VITESSE PAP0T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 15.12.2019 | 7 402 282 | -3 734 493 | 3 667 789 | - |
| ELEC DE COMMANDE | | | 55 201 570 | -38 403 110 | 16 798 460 | 0 |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP ALTERNATEUR CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 47 292 998 | -47 292 998 | 0 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP ALTERNATEUR CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 47 292 998 | -47 292 998 | 0 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | ARMOIRE AUXILIAIRE PAP0 CENTRALE PAPENOO 0 | 01.11.2019 | 7 001 382 | -1 446 963 | 5 554 419 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | ARMOIRE PUISSANCE PAP0 T1 CENTRALE PAPENOO 0 T1 | 01.01.1998 | 10 446 202 | -10 446 202 | 0 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | ARMOIRE PUISSANCE PAP0 T2 CENTRALE PAPENOO 0 T2 | 01.01.1998 | 10 446 202 | -10 446 202 | 0 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP TRANSF AUX CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 790 674 | -537 775 | 252 899 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP TRANSF AUX CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 584 596 | -397 611 | 186 985 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP TRANSF AUX CENT 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 584 596 | -397 611 | 186 985 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP TRANSF CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 10 824 952 | -7 362 616 | 3 462 336 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | PAP TRANSF CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 10 824 952 | -7 362 616 | 3 462 336 | - |
| ELEC DE PUISSANCE | | | 146 089 552 | -132 983 592 | 13 105 960 | 0 |
| GROS ŒUVRE | MOY PAPENOO CAPTAGE PAPENOO CAPTAGE | 01.01.1998 | 285 889 185 | -118 775 619 | 167 113 566 | 52 792 140 |
| GROS ŒUVRE | | | 285 889 185 | -118 775 619 | 167 113 566 | 52 792 140 |
| PIECES SECURITE | PCE SECU 00536 ALTERNAT. 5KV-7500KVA-HSG1120 PAP 0 | 01.01.2012 | 27 447 947 | -13 724 742 | 13 723 205 | - |
| PIECES SECURITE | PCE SECU 00537 TRANSFO HT 30KV/5KV 7500KVA PAP 0 | 01.01.2012 | 7 016 082 | -3 508 235 | 3 507 847 | - |
| PIECES SECURITE | PCE SECU 01252 ROUE P0 PAPENOO 0 | 01.01.2012 | 8 084 749 | -4 042 602 | 4 042 147 | - |
| PIECES SECURITE | PCE SECU 03602 TRANSFO HT 20KV/400V 2500KVA PAP 0 | 01.01.2012 | 3 928 863 | -1 964 540 | 1 964 323 | - |
| PIECES SECURITE | | | 46 477 641 | -23 240 119 | 23 237 522 | 0 |
| PISTE | MOY PAPENOO PISTE PISTE PAPENOO | 01.01.1998 | 264 345 380 | -109 825 021 | 154 520 359 | 48 813 872 |
| PISTE | | | 264 345 380 | -109 825 021 | 154 520 359 | 48 813 872 |
| TURBINE | PAP TURBINE 1 CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 114 698 627 | -78 012 540 | 36 686 087 | - |
| TURBINE | PAP TURBINE 2 CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 114 698 627 | -78 012 540 | 36 686 087 | - |
| TURBINE | RENV VANNE PIED PAPENOO 0 CENTRALE PAPENOO 0 | 31.08.2018 | 30 914 967 | -9 902 824 | 21 012 143 | - |
| TURBINE | PAP ROUE 1 CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 13 769 369 | -13 769 369 | 0 | - |
| TURBINE | PAP ROUE 2 CENTRALE 0 PAPENOO CENTRALE 0 | 01.01.1998 | 13 769 369 | -13 769 369 | 0 | - |
| TURBINE | | | 287 850 959 | -193 466 642 | 94 384 317 | 0 |
| | | | 3 904 582 078 | -2 244 343 783 | 1 660 238 295 | 397 108 501 |

5.3 Suivi du programme contractuel d'investissements

5.3.1 Le réalisé de l'année

Aucune dépense en lien avec le programme de réhabilitation des barrages n'a été réalisée en 2024 dans la concession de Moyenne Papeno'o.

Avancement global du programme de réhabilitation des barrages :

Le programme total de réhabilitation des ouvrages Marama Nui est évalué à 5,3 milliards CFP, dont 3 milliards CFP déjà dépensés depuis 2007.

Les barrages en cours de réhabilitation à date sont Tita'aviri 2 (depuis 2011), Fa'atauti'a AB (depuis 2012), Fa'atauti'a C2 (depuis 2012), Fa'atauti'a C1 (depuis 2020) et Vainavenave à Papeno'o (depuis 2020).

5.4 Fonds de maintenance des conduites forcées

Le fonds dédié aux conduites forcées, mis en place par l'avenant 3 du 29 décembre 2015, est destiné au financement, sur la durée résiduelle de la concession, des opérations de maintenance, de réparation, d'entretien ou de remplacement partiel des conduites forcées de la vallée.

| Année | Années restantes avant fin de la concession | Fonds de maintenance au 1/01/N | Dotation | Reprise | Fonds de maintenance au 31/12/N |
|--------------|--|---------------------------------------|-------------------|-------------------|--|
| 2016 | 34 | 380 786 274 | 17 406 106 | | 398 192 380 |
| 2017 | 33 | 398 192 380 | 17 406 106 | -8 359 160 | 407 239 327 |
| 2018 | 32 | 407 239 327 | 17 406 106 | -11 779 667 | 412 865 766 |
| 2019 | 31 | 412 865 766 | 17 406 106 | 960 424 | 431 232 297 |
| 2020 | 30 | 431 232 297 | 17 406 106 | -3 926 257 | 444 712 146 |
| 2021 | 29 | 444 712 146 | 17 406 106 | 0 | 462 118 253 |
| 2022 | 28 | 462 118 253 | 17 406 106 | 0 | 479 524 359 |
| 2023 | 27 | 479 524 359 | 17 406 106 | 0 | 496 930 466 |
| 2024 | 26 | 496 930 466 | 17 406 106 | -1 607 939 | 512 728 633 |

En 2024, les études pour la protection de la conduite forcée en amont du gué Côte 45 ont démarré.

5.5 Dépenses de renouvellement

Les dépenses de renouvellement portent sur l'ensemble des ouvrages immobilisés de la concession, exception faite des conduites forcées, à savoir :

- Bâtiments
- Turbines
- Electricité de puissance
- Electricité de commande
- Composants renouvelables associés aux barrages
- Appendice
- Ponts

Il est important de prendre en considération que les travaux sont et seront réalisés en fonction :

- De la pluviométrie, de sorte à limiter les pertes de productible ;
- De la capacité de l'entreprise à étudier, puis mettre en œuvre et/ou suivre les travaux ;
- De la capacité des prestataires et des sous-traitants locaux.

5.5.1 Le besoin de renouvellement

Il a été soumis au concédant, dans le cadre de la loi de Pays n°2018-34, par courrier du 25 avril 2019. Ce plan est en cours de révision, la très forte augmentation des coûts enregistrée à la suite des crises "Covid" et "guerre d'Ukraine" si elle devait se maintenir, serait de nature à bouleverser le chiffrage du plan.

| | |
|---|----------------------|
| plan du 25/04/2019 soumis au concédant 2018 à 2050 | 2 194 293 994 |
| réajustement 2018 | - 40 847 800 |
| réajustement 2019 | 150 040 028 |
| réajustement 2020 | - |
| réajustement 2021 | - 109 192 228 |
| réajustement 2023 | 102 300 642 |
| plan actualisé | 2 296 594 636 |
| réalisé 2018 | - 102 300 642 |
| réalisé 2019 | - 14 403 664 |
| réalisé 2020 | - 3 189 724 |
| réalisé 2021 | - |
| réalisé 2022 | - |
| réalisé 2023 | - 286 399 |
| réalisé 2024 | - |
| réalisé cumul | - 120 180 429 |
| reste à faire | 2 176 414 207 |

| Total Renouvellement | plan actualisé |
|-----------------------------|-----------------------|
| Pièces sécurité | - |
| Bâtiment | 563 897 960 |
| Turbine | 525 925 817 |
| Elec de Puissance | 465 262 752 |
| Elec de Commande | 169 873 347 |
| Telecom | 146 250 000 |
| Barrage & composants | - |
| Pistes & Ponts | - |
| Appendice | - |
| Autre composant | 305 204 332 |
| | 2 176 414 207 |

5.5.2 Le réalisé de l'année

Les dépenses de renouvellement initiées en 2024 concernent principalement les études de renouvellement du pont Côte 45.

La consultation est à présent terminée, les approvisionnements sont planifiés pour 2025, et les travaux effectifs pour 2026.

Ce pont à haubans étant unique en son genre dans le parc MARAMA NUI, il fait l'objet d'une validation technique spécifique par un bureau de contrôle (mission « L » relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables).



Aussi, une partie (270 ml) de la longueur du câble de télécommande situé entre le poste Papeno'o Aval et la centrale Papeno'o 0 a été enfouie et remplacée (environ 4,7 millions de Francs).

5.5.3 Plan de renouvellement

| (KXPF) | RAF au 31/12/24 | 2025 | 2027 | 2029 | 2035 | 2038 | 2039 | 2040 | 2045 | 2048 | 2049 | 2050 | Total |
|-------------------------------|-----------------|--------------|----------------|---------------|--------------|--------------|----------------|---------------|--------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Bâtiment | 29 636 | - | - | - | - | 534 262 | - | - | - | - | - | - | 563 898 |
| Turbine | 39 349 | - | - | - | - | 476 582 | 52 997 | - | - | - | - | -43 003 | 525 926 |
| Elec de Puissance | 167 421 | - | - | - | - | 44 765 | - | - | - | 253 077 | - | - | 465 263 |
| Elec de Commande | 8 628 | 3 974 | - | 25 251 | 4 612 | - | 40 741 | 18 789 | 5 352 | 16 345 | 34 009 | 12 173 | 169 873 |
| Telecom | - | - | 146 250 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 146 250 |
| Barrage & composants associés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Pistes & Ponts | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Appendice | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autre composant | 66 981 | - | - | 58 121 | - | - | 90 213 | - | - | - | 78 281 | 11 609 | 305 204 |
| TOTAL | 312 014 | 3 974 | 146 250 | 83 372 | 4 612 | ##### | 183 951 | 18 789 | 5 352 | 269 422 | 112 290 | -19 221 | 2 176 414 |

5.5.4 La dotation de l'exercice

Elle s'obtient en divisant le reste à doter par le nombre d'années résiduelles de la concession.

Le calcul du reste à doter figure au point 5.7 Méthode relative aux charges calculées § 5.7.3 détails des calculs, il correspond au besoin de renouvellement au 31 décembre N-1, réajusté le cas échéant, diminué de l'indemnité de fin de concession et des dotations déjà comptabilisés.

La dotation de l'exercice s'élève à **24 247 904 XPF**.

5.6 Dépenses de 1er établissement

5.6.1 Le réalisé de l'exercice

Les dépenses de premier établissement réalisées en 2024 concernent l'installation photovoltaïque de 22,8 kWc positionnée sur la toiture de la centrale Papeno'o 0.

Celle-ci a été mise en service sur 2024 afin d'alimenter les auxiliaires de la centrale via une autoconsommation exclusive, et sera réceptionnée comptablement sur 2025.



5.6.2 Le programme prévisionnel d'investissement

Le programme d'investissement de premier établissement prévu pour 2025 dans la concession de la Moyenne Papeno'o concerne uniquement le calfeutrement de la centrale Papeno'o 0.

5.7 Méthode relative aux charges calculées

5.7.1 Contexte

En matière de délégation de services public, le provisionnement des coûts futurs de renouvellement est une obligation, cette dernière est définie aux articles 7 et 24 de la concession :

- « Le concessionnaire est tenu d'établir, d'exploiter, d'entretenir et de renouveler à ses frais les ouvrages faisant partie de la concession, de manière qu'ils soient maintenus en bon état de service » ;
- « Le concessionnaire sera tenu de remettre à l'autorité concédante tous les ouvrages et le matériel de la concession en bon état d'entretien ».

La méthode de comptabilisation de cette obligation issue du guide comptable des entreprises concessionnaires de 1975 a pour but de sécuriser le maintien au niveau exigé par le service public du potentiel productif des installations concédées ; à cette fin, et par la combinaison des amortissements de caducité, amortissements techniques et provisions pour renouvellement, le concessionnaire doit mettre de côté les ressources financières nécessaires au financement des renouvellements.

Outre sa difficulté de compréhension pour des non professionnels, cette méthode a pour inconvénient :

- d'alourdir les charges de début de concession et d'alléger celles de fin de concession,
- de générer dans les comptes de la concession et à chaque révision des plans de renouvellement, des impacts « one shot » importants,
- de ne pas donner une vision économique de la rentabilité du contrat sur la période considérée,
- de ne pas être adapté à l'approche par composant des réseaux laquelle est une obligation nouvelle en Polynésie, non applicable en métropole en raison des exclusions du règlement CRC n°2004-06 et notamment celle en faveur des contrats de délégation de service public.

Les arrêtés 2099 et 2100 du 17 décembre 2015 relatifs à la comptabilité appropriée, donnent pour obligation au concessionnaire de présenter ses comptes de manière économique et à cette fin §218-3 d'opérer tous retraitements susceptibles de satisfaire à une présentation économique des coûts de la ou des activités.

Sont directement visés par ces arrêtés §218-9, les charges de renouvellements.

§ 218-10 - L'opérateur justifie de sa charge économique de renouvellement en présentant annuellement sa méthode de valorisation de la charge économique de renouvellement ainsi qu'un programme de renouvellement des actifs considérés par l'opérateur comme renouvelables.

Cette méthode est conforme au point 218-6 de l'arrêté 725 CM du 21 mai 2024.

5.7.2 Méthode économique des charges calculées

Pour répondre à cette obligation, le concessionnaire a mis en place au 1^{er} janvier 2017 et de manière prospective une méthode de comptabilisation « susceptibles de satisfaire à une présentation économique des coûts de la ou des activités » de la concession :

- elle consiste à « amortir » sur la durée résiduelle de la concession à la fois la valeur non amortie des biens gérés et de « provisionner » sur la même durée ses coûts prévisionnels de renouvellement ;
- elle permet pour un patrimoine géré constant, d'avoir une charge globale d'amortissement constante sur toute la durée de la concession.

Amortissement technique des biens au bilan

La base amortissable est composée du montant brut des immobilisations figurant au bilan duquel est déduit la part financée par les tiers ou le concédant, l'indemnité de fin de concession et des dotations déjà comptabilisées.

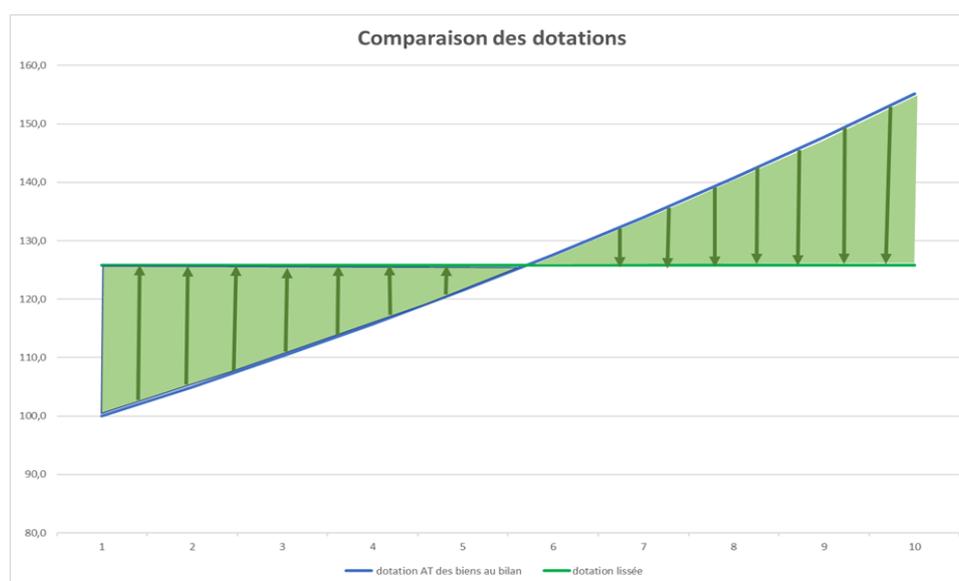
La dotation de l'exercice est obtenue en divisant ce reste à amortir sur la durée résiduelle de la concession.

A patrimoine inchangé la valeur brute des biens au bilan et les dotations aux amortissements s'y rapportant augmentent chaque année en raison des surcoûts de renouvellement.

Dotation/reprise de lissage

Afin d'obtenir des dotations identiques sur la durée de la concession il est fait recours à des dotations/reprises de lissage avec pour contrepartie un compte « Actif/Passif de renouvellement ».

Les dotations/reprises de lissage (flèches vertes) sont calculées par différence entre la dotation de l'exercice à l'amortissement des biens figurant au bilan et la moyenne sur la durée résiduelle de la concession des mêmes dotations.



La courbe bleu ascendante représente les dotations à l'amortissement technique des biens au bilan. Les flèches vertes représentent les dotations/reprises de lissage.

La droite verte horizontale représente la dotation résultante lissée. La surface verte représente « l'actif/passif » de renouvellement.

A la mise en application de cette méthode, toutes les dotations antérieures au renouvellement (AT/PR) ont été transféré dans « l'actif/passif de renouvellement ».

En fin de concession cet « actif/passif de renouvellement » sera à zéro, le cumul des dotations étant par construction égal au cumul des reprises.

5.7.3 Détail des calculs

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Amortissement des biens au bilan | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | 3 854 758 040 | 3 853 958 040 | 3 898 121 844 | 3 898 423 134 | 3 899 523 618 | 3 899 523 618 | 3 899 523 618 | 3 899 810 017 | 3 899 810 017 | 4 215 797 696 |
| acquisitions | - | 102 300 642 | 14 403 664 | 3 189 724 | - | - | 286 399 | - | 315 987 679 | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sortie d'immo | - 800 000 | - 58 136 838 | - 14 102 374 | - 2 089 240 | - | - | - | - | - | - |
| VO Clôture | 3 853 958 040 | 3 898 121 844 | 3 898 423 134 | 3 899 523 618 | 3 899 523 618 | 3 899 523 618 | 3 899 810 017 | 3 899 810 017 | 4 215 797 696 | 4 215 797 696 |
| - IFC biens au bilan clôture | - 323 735 738 | - 333 974 810 | - 333 968 391 | - 397 108 501 | - 397 108 501 | - 397 108 501 | - 397 108 501 | - 397 108 501 | - 491 298 278 | - 491 298 278 |
| - IFC biens améliorants | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC Prévis. sur renouvellement | - | - | - | - | - | - | - | - | 94 189 777 | - |
| Base amortissable (A) | 3 530 222 302 | 3 564 147 034 | 3 564 454 743 | 3 502 415 117 | 3 502 415 117 | 3 502 415 117 | 3 502 701 516 | 3 502 701 516 | 3 724 499 418 | 3 724 499 418 |
| cumul doté à l'ouverture | (B) 1 796 318 037 | 1 847 315 221 | 2 049 923 474 | 2 095 872 457 | 2 068 539 847 | 2 116 335 689 | 2 164 131 532 | 2 211 937 602 | 2 259 743 673 | 2 316 080 433 |
| sortie AT sur sortie immo | (C) | - | - | 75 128 452 | - | - | - | - | - | - |
| provisions antérieures à l'IFC | (D) | 155 288 766 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| reste à amortir (A) - (B) - (C) - (D) | 1 733 904 265 | 1 561 543 047 | 1 514 531 270 | 1 481 671 113 | 1 433 875 270 | 1 386 079 428 | 1 338 569 985 | 1 290 763 914 | 1 464 755 744 | 1 408 418 985 |
| nb années restantes | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | 29 | 28 | 27 | 26 | 25 |
| dotation exercice A (E) | 50 997 184 | 47 319 486 | 45 948 983 | 47 795 842 | 47 795 842 | 47 795 842 | 47 806 071 | 47 806 071 | 56 336 759 | 56 336 759 |
| dotations cumulées (A) + (C) + (D) + (E) | 1 847 315 221 | 2 049 923 474 | 2 095 872 457 | 2 068 539 847 | 2 116 335 689 | 2 164 131 532 | 2 211 937 602 | 2 259 743 673 | 2 316 080 433 | 2 372 417 192 |
| Mécanisme de lissage des AT | | | | | | | | | | |
| Actif/Passif de renouvellement ouverture | (A) - | 32 828 409 | 63 581 817 | 99 784 151 | 134 497 480 | 168 768 736 | 185 990 728 | 212 338 786 | 236 586 690 | 252 303 905 |
| dotations/reprises B (B) | 32 828 409 | 30 753 408 | 36 202 334 | 34 713 329 | 34 271 256 | 17 221 992 | 26 348 058 | 24 247 904 | 15 717 216 | 15 717 216 |
| Actif/Passif de renouvellement clôture | (A) + (B) 32 828 409 | 63 581 817 | 99 784 151 | 134 497 480 | 168 768 736 | 185 990 728 | 212 338 786 | 236 586 690 | 252 303 905 | 268 021 121 |
| dotation économique A+B | 83 825 594 | 78 072 894 | 82 151 317 | 82 509 171 | 82 067 098 | 65 017 834 | 74 154 129 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 |
| Moyenne des dotations | | | | | | | | | | |
| Ecart sur moyenne | 10 494 554 | 4 741 854 | 8 820 277 | 9 178 131 | 8 736 058 | 8 313 206 | 823 089 | 1 277 065 | 1 277 065 | 1 277 065 |
| Ecart sur moyenne cumulé | 10 494 554 | 15 236 408 | 24 056 684 | 33 234 816 | 41 970 874 | 33 657 668 | 34 480 757 | 33 203 692 | 31 926 627 | 30 649 562 |
| Traitement de l'améliorant | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | - | - | - | - | - | - | - | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| acquisitions financement concession | - | - | - | - | - | - | 4 772 061 | - | - | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| acquisitions autres financement Tiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VO Clôture | - | - | - | - | - | - | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| Financements tiers cumul | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC améliorant exercice | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC biens au bilan cumulé | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| base amortissable | - | - | - | - | - | - | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| cumul dot à l'ouverture | - | - | - | - | - | - | - | 170 431 | 340 862 | 511 292 |
| reste à amortir | - | - | - | - | - | - | 4 772 061 | 4 601 630 | 4 431 200 | 4 260 769 |
| nb années restantes | 34 | 33 | 32 | 31 | 30 | 29 | 28 | 27 | 26 | 25 |
| dotation exercice | - | - | - | - | - | - | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 |
| dotations cumulées | - | - | - | - | - | - | 170 431 | 340 862 | 511 292 | 681 723 |
| Vo - fin tiers - IFC - dotations | - | - | - | - | - | - | 4 601 630 | 4 431 200 | 4 260 769 | 4 090 338 |
| Reprise lissée caducité art LP4 | | | | | | | | | | |
| caducité cpt 229 ouverture | (A) 1 657 563 222 | 1 608 811 363 | 1 560 059 503 | 1 511 307 644 | 1 462 555 784 | 1 413 803 925 | 1 365 052 065 | 1 316 300 206 | 1 267 548 346 | 1 218 796 487 |
| reprise lissée (B) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) |
| caducité cpt 229 clôture | (A) + (B) 1 608 811 363 | 1 560 059 503 | 1 511 307 644 | 1 462 555 784 | 1 413 803 925 | 1 365 052 065 | 1 316 300 206 | 1 267 548 346 | 1 218 796 487 | 1 170 044 627 |
| Impact exercice (-) = produit | 35 073 734 | 29 321 035 | 33 399 457 | 33 757 312 | 33 315 239 | 16 265 974 | 25 572 700 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 |



| | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 |
|--|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Amortissement des biens au bilan | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | 4 215 797 696 | 4 362 047 696 | 4 362 047 696 | 4 445 419 726 | 4 447 141 606 |
| acquisitions | 146 250 000 | - | 83 372 030 | - | - | - | - | - | 4 611 650 | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | | | | | | | | | | |
| Sortie d'immo | | | | | | | | | 2 889 770 | - |
| VO Clôture | 4 362 047 696 | 4 362 047 696 | 4 445 419 726 | 4 447 141 606 | 4 447 141 606 |
| - IFC biens au bilan clôture | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 491 298 278 | - 492 335 900 | - 492 335 900 |
| - IFC biens améliorants | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC Prévis. sur renouvellement | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 037 621 | - |
| Base amortissable | (A) 3 870 749 418 | 3 870 749 418 | 3 954 121 447 | 3 954 805 707 | 3 954 805 707 |
| cumul doté à l'ouverture | (B) 2 372 417 192 | 2 434 847 702 | 2 497 278 211 | 2 563 498 358 | 2 629 718 505 | 2 695 938 652 | 2 762 158 799 | 2 828 378 946 | 2 894 599 094 | 2 958 152 848 |
| sortie AT sur sortie immo | (C) - | - | - | - | - | - | - | - | 2 889 770 | - |
| provisions antérieures à IIFC | (D) - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| reste à amortir | (A) - (B) - (C) - (D) 1 498 332 225 | 1 435 901 716 | 1 456 843 236 | 1 390 623 089 | 1 324 402 942 | 1 258 182 795 | 1 191 962 648 | 1 125 742 501 | 1 063 096 383 | 996 652 859 |
| nb années restantes | 24 | 23 | 22 | 21 | 20 | 19 | 18 | 17 | 16 | 15 |
| dotation exercice A | (E) 62 430 509 | 62 430 509 | 66 220 147 | 66 443 524 | 66 443 524 |
| dotations cumulées | 3) + (C) + (D) + (E) 2 434 847 702 | 2 497 278 211 | 2 563 498 358 | 2 629 718 505 | 2 695 938 652 | 2 762 158 799 | 2 828 378 946 | 2 894 599 094 | 2 958 152 848 | 3 024 596 372 |
| Mécanique de lissage des AT | | | | | | | | | | |
| Actif/Passif de renouvellement ouverture | (A) 268 021 121 | 277 644 586 | 287 268 052 | 293 101 880 | 298 935 708 | 304 769 536 | 310 603 363 | 316 437 191 | 322 271 019 | 327 881 470 |
| dotations/reprises B | (B) 9 623 466 | 9 623 466 | 5 833 828 | 5 833 828 | 5 833 828 | 5 833 828 | 5 833 828 | 5 833 828 | 5 610 451 | 5 610 451 |
| Actif/Passif de renouvellement cloture | (A) + (B) 277 644 586 | 287 268 052 | 293 101 880 | 298 935 708 | 304 769 536 | 310 603 363 | 316 437 191 | 322 271 019 | 327 881 470 | 333 491 921 |
| dotation économique A+B | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 |
| Moyenne des dotations | | | | | | | | | | |
| Ecart sur moyenne | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 |
| Ecart sur moyenne cumulé | 29 372 496 | 28 095 431 | 26 818 366 | 25 541 301 | 24 264 236 | 22 987 171 | 21 710 106 | 20 433 041 | 19 155 976 | 17 878 911 |
| Traitement de l'améliorant | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| acquisitions financement concession | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| acquisitions autres financement Tiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VO Clôture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| Financements tiers cumul | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC améliorant exercice | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC biens au bilan cumulé | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| base amortissable | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| cumul dot à l'ouverture | 681 723 | 852 154 | 1 022 585 | 1 193 015 | 1 363 446 | 1 533 877 | 1 704 308 | 1 874 738 | 2 045 169 | 2 215 600 |
| reste à amortir | 4 090 338 | 3 919 907 | 3 749 477 | 3 579 046 | 3 408 615 | 3 238 184 | 3 067 754 | 2 897 323 | 2 726 892 | 2 556 461 |
| nb années restantes | 24 | 23 | 22 | 21 | 20 | 19 | 18 | 17 | 16 | 15 |
| dotation exercice | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 |
| dotations cumulées | 852 154 | 1 022 585 | 1 193 015 | 1 363 446 | 1 533 877 | 1 704 308 | 1 874 738 | 2 045 169 | 2 215 600 | 2 386 031 |
| Vo - fin tiers - IFC - dotations | 3 919 907 | 3 749 477 | 3 579 046 | 3 408 615 | 3 238 184 | 3 067 754 | 2 897 323 | 2 726 892 | 2 556 461 | 2 386 031 |
| Reprise lissée caducité art LP4 | | | | | | | | | | |
| caducité cpt 229 ouverture | (A) 1 170 044 627 | 1 121 292 768 | 1 072 540 908 | 1 023 789 049 | 975 037 189 | 926 285 330 | 877 533 470 | 828 781 611 | 780 029 752 | 731 277 892 |
| reprise lissée | (B) (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) |
| caducité cpt 229 clôture | (A) + (B) 1 121 292 768 | 1 072 540 908 | 1 023 789 049 | 975 037 189 | 926 285 330 | 877 533 470 | 828 781 611 | 780 029 752 | 731 277 892 | 682 526 033 |
| Impact exercice (-) = produit | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 |



| | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 | 2045 | 2046 |
|--|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| II Amortissement des biens au bilan | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | 4 447 141 606 | 4 447 141 606 | 4 841 280 792 | 4 909 963 855 | 4 916 979 392 | 4 918 977 704 |
| acquisitions | - | 1 055 608 741 | 183 951 364 | 18 789 459 | - | - | - | - | 5 352 009 | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Sortie d'immo | - | 661 469 554 | 115 268 302 | 11 773 922 | - | - | - | - | 3 353 696 | - |
| VO Clôture | 4 447 141 606 | 4 841 280 792 | 4 909 963 855 | 4 916 979 392 | 4 918 977 704 | 4 918 977 704 |
| - IFC biens au bilan clôture | - 492 335 900 | - 1 237 469 268 | - 1 330 885 371 | - 1 339 810 364 | - 1 339 810 364 | - 1 339 810 364 | - 1 339 810 364 | - 1 339 810 364 | - 1 343 690 570 | - 1 343 690 570 |
| - IFC biens améliorants | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC Prévis. sur renouvellement | - | 745 133 368 | 93 416 103 | 8 924 993 | - | - | - | - | 3 880 206 | - |
| Base amortissable | (A) 3 954 805 707 | 3 603 811 525 | 3 579 078 484 | 3 577 169 028 | 3 575 287 134 | 3 575 287 134 |
| cumul doté à l'ouverture | (B) 3 024 596 372 | 3 091 039 895 | 2 519 896 586 | 2 502 499 134 | 2 589 492 832 | 2 688 260 451 | 2 787 028 071 | 2 885 795 690 | 2 984 563 310 | 3 080 222 534 |
| sortie AT sur sortie immo | (C) - | - 661 469 554 | - 115 268 302 | - 11 773 922 | - | - | - | - | - 3 353 696 | - |
| provisions antérieures à IIFC | (D) - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| reste à amortir | (A) - (B) - (C) - (D) 930 209 335 | 1 174 241 184 | 1 174 450 199 | 1 086 443 816 | 987 676 196 | 888 908 576 | 790 140 957 | 691 373 337 | 594 077 520 | 495 064 600 |
| nb années restantes | 14 | 13 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 |
| dotation exercice A | (E) 66 443 524 | 90 326 245 | 97 870 850 | 98 767 620 | 99 012 920 | 99 012 920 |
| dotations cumulées | (A) + (B) + (C) + (D) + (E) 3 091 039 895 | 2 519 896 586 | 2 502 499 134 | 2 589 492 832 | 2 688 260 451 | 2 787 028 071 | 2 885 795 690 | 2 984 563 310 | 3 080 222 534 | 3 179 235 454 |
| Mécanique de lissage des AT | | | | | | | | | | |
| Actif/Passif de renouvellement ouverture | (A) 333 491 921 | 339 102 372 | 320 830 102 | 295 013 227 | 268 299 583 | 241 585 938 | 214 872 294 | 188 158 649 | 161 445 004 | 134 486 059 |
| dotations/reprises B | (B) 5 610 451 | - 18 272 270 | - 25 816 875 | - 26 713 645 | - 26 958 945 | - 26 958 945 |
| Actif/Passif de renouvellement clôture | (A) + (B) 339 102 372 | 320 830 102 | 295 013 227 | 268 299 583 | 241 585 938 | 214 872 294 | 188 158 649 | 161 445 004 | 134 486 059 | 107 527 114 |
| dotation économique A+B | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 |
| Moyenne des dotations | | | | | | | | | | |
| Ecart sur moyenne | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 |
| Ecart sur moyenne cumulé | 16 601 846 | 15 324 781 | 14 047 716 | 12 770 651 | 11 493 586 | 10 216 521 | 8 939 455 | 7 662 390 | 6 385 325 | 5 108 260 |
| Traitement de l'améliorant | | | | | | | | | | |
| VO Ouverture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| acquisitions financement concession | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| acquisitions autres financement Tiers | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| VO Clôture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| Financements tiers cumul | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC améliorant exercice | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - IFC biens au bilan cumulé | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| base amortissable | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| cumul dot à l'ouverture | 2 386 031 | 2 556 461 | 2 726 892 | 2 897 323 | 3 067 754 | 3 238 184 | 3 408 615 | 3 579 046 | 3 749 477 | 3 919 907 |
| reste à amortir | 2 386 031 | 2 215 600 | 2 045 169 | 1 874 738 | 1 704 308 | 1 533 877 | 1 363 446 | 1 193 015 | 1 022 585 | 852 154 |
| nb années restantes | 14 | 13 | 12 | 11 | 10 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 |
| dotation exercice | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 |
| dotations cumulées | 2 556 461 | 2 726 892 | 2 897 323 | 3 067 754 | 3 238 184 | 3 408 615 | 3 579 046 | 3 749 477 | 3 919 907 | 4 090 338 |
| Vo - fin tiers - IFC - dotations | 2 215 600 | 2 045 169 | 1 874 738 | 1 704 308 | 1 533 877 | 1 363 446 | 1 193 015 | 1 022 585 | 852 154 | 681 723 |
| Reprise lissée caducité art LP4 | | | | | | | | | | |
| caducité cpt 229 ouverture | (A) 682 526 033 | 633 774 173 | 585 022 314 | 536 270 454 | 487 518 595 | 438 766 735 | 390 014 876 | 341 263 016 | 292 511 157 | 243 759 297 |
| reprise lissée | (B) (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) |
| caducité cpt 229 clôture | (A) + (B) 633 774 173 | 585 022 314 | 536 270 454 | 487 518 595 | 438 766 735 | 390 014 876 | 341 263 016 | 292 511 157 | 243 759 297 | 195 007 438 |
| Impact exercice (-) = produit | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 |

| | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 |
|--|-----------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Amortissement des biens au bilan | | | | |
| VO Ouverture | 4 918 977 704 | 4 918 977 704 | 5 019 573 425 | 5 061 499 852 |
| acquisitions | - | 269 421 884 | 112 290 036 | - 19 220 644 |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | | | | |
| Sortie d'immo | - | - 168 826 163 | - 70 363 608 | 12 044 113 |
| VO Clôture | 4 918 977 704 | 5 019 573 425 | 5 061 499 852 | 5 054 323 322 |
| - IFC biens au bilan clôture | - 1 343 690 570 | - 1 579 434 719 | - 1 683 303 002 | - 1 706 490 512 |
| - IFC biens améliorants | - | - | - | - |
| - IFC Prévis. sur renouvellement | - | - 235 744 148 | - 103 868 283 | - 23 187 510 |
| Base amortissable | (A) 3 575 287 134 | 3 440 138 706 | 3 378 196 851 | 3 347 832 809 |
| cumul doté à l'ouverture | (B) 3 179 235 454 | 3 278 248 374 | 3 219 661 043 | 3 263 747 143 |
| sortie AT sur sortie immo | (C) | - 168 826 163 | - 70 363 608 | 12 044 113 |
| provisions antérieures à IIFC | (D) | | | |
| reste à amortir | (A) - (B) - (C) - (D) | 396 051 680 | 330 716 495 | 228 899 416 |
| nb années restantes | | 4 | 3 | 2 |
| dotation exercice A | (E) | 99 012 920 | 110 238 832 | 114 449 708 |
| dotations cumulées |)} + (C) + (D) + (E) | 3 278 248 374 | 3 219 661 043 | 3 263 747 143 |
| Mécanisme de lissage des AT | | | | |
| Actif/Passif de renouvellement ouverture | (A) | 107 527 114 | 80 568 169 | 42 383 312 |
| dotations/reprises B | (B) | - 26 958 945 | - 38 184 857 | - 42 395 733 |
| Actif/Passif de renouvellement clôture | (A) + (B) | 80 568 169 | 42 383 312 | 12 421 |
| dotation économique A+B | | 72 053 975 | 72 053 975 | 72 053 975 |
| Moyenne des dotations | | | | |
| Ecart sur moyenne | - | 1 277 065 | - 1 277 065 | - 1 277 065 |
| Ecart sur moyenne cumulé | | 3 831 195 | 2 554 130 | 1 277 065 |
| Traitement de l'améliorant | | | | |
| VO Ouverture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| acquisitions financement concession | - | - | - | - |
| régularisation ventilation renouvellement / améliorant | | | | |
| acquisitions autres financement Tiers | - | - | - | - |
| VO Clôture | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| Financements tiers cumul | 0% | 0% | 0% | 0% |
| - IFC améliorant exercice | - | - | - | - |
| - IFC biens au bilan cumulé | - | - | - | - |
| base amortissable | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 | 4 772 061 |
| cumul dot à l'ouverture | 4 090 338 | 4 260 769 | 4 431 200 | 4 601 630 |
| reste à amortir | 681 723 | 511 292 | 340 862 | 170 431 |
| nb années restantes | 4 | 3 | 2 | 1 |
| dotation exercice | 170 431 | 170 431 | 170 431 | 170 431 |
| dotations cumulées | 4 260 769 | 4 431 200 | 4 601 630 | 4 772 061 |
| Vo - fin tiers - IFC - dotations | 511 292 | 340 862 | 170 431 | - |
| Reprise lissée caducité art LP4 | | | | |
| caducité cpt 229 ouverture | (A) | 195 007 438 | 146 255 578 | 97 503 719 |
| reprise lissée | (B) | (48 751 859) | (48 751 859) | (48 751 859) |
| caducité cpt 229 clôture | (A) + (B) | 146 255 578 | 97 503 719 | 48 751 859 |
| Impact exercice (-) = produit | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 | 23 472 546 |

5.8 Indemnités de fin de concession

Au terme de la concession, il sera attribué au concessionnaire une indemnité correspondant à la valeur non amortie des ouvrages figurant au bilan de la concession, pour autant que le concessionnaire ait contribué au financement de ces ouvrages et dans la proportion de sa participation à leur financement. Par exception, les terrains sur lesquels reposent les ouvrages seront remis gratuitement au concédant en fin de concession, et seront de ce fait soumis à un amortissement de caducité linéaire.

| | IFC sur biens existants à la clôture et non renouvelables | IFC prévisionnelle sur biens à renouveler | Total IFC |
|-------------------------------|--|--|----------------------|
| | - | - | - |
| | - | - | - |
| Bâtiment | 10 245 503 | 414 625 377 | 424 870 880 |
| Conduites Forcées | 285 256 986 | | 285 256 986 |
| Elec de Commande | - | 88 786 728 | 88 786 728 |
| Elec de Puissance | - | 238 229 268 | 238 229 268 |
| Barrage & composants associés | 52 792 140 | | 52 792 140 |
| Pièces sécurité | - | | - |
| Pistes & Ponts | 48 813 872 | - | 48 813 872 |
| Turbine | - | 378 691 127 | 378 691 127 |
| Telecom | - | | - |
| Autre composant | - | 189 049 512 | 189 049 512 |
| TOTAL | 397 108 501 | 1 309 382 011 | 1 706 490 512 |

6 - ENGAGEMENTS NECESSAIRES A LA CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC

1. Convention de gestion déléguée avec la société Electricité de Tahiti (EDT)
2. Convention de fourniture d'hydroélectricité
3. Accord de puissance garantie
4. Convention de prestation de conduite
5. Convention d'assistance administrative

ETATS DES ENGAGEMENTS A INCIDENCE FINANCIERE

1- Convention de gestion déléguée avec la société Electricité de Tahiti (EDT)

Une convention de gestion déléguée pour l'exploitation, la conduite et la maintenance des ouvrages de production hydroélectrique a été conclue entre MARAMA NUI et EDT en 2006.

Dans ce cadre, la société EDT a repris l'intégralité du personnel de la société MARAMA NUI, elle s'engage à maintenir les ouvrages confiés en parfait état de fonctionnement et à en assurer une gestion optimale sur la base d'un programme de maintenance et d'un programme à moyen terme de modernisation et de renouvellement prédéfinis et révisables d'accord des parties.

A la demande de MARAMA NUI, les conditions de rémunération de cette prestation sont passées en 2011 d'un mode forfaitaire à une refacturation au franc le franc des dépenses effectivement supportées par l'exploitant délégué. Depuis le 1er janvier 2018 un second avenant a mis en place une rémunération de la prestation fournie à hauteur de 2% des dépenses gérées.

Seuls les gros travaux dont la maîtrise d'œuvre est confiée à l'exploitant délégué sont refacturés avec l'application sur les coûts directs d'un coefficient destiné à couvrir les charges indirectes de production ainsi que les frais généraux du concessionnaire.

Un avenant 3 à cette convention, lui donnant une durée fixe de 10 ans, avec préavis de résiliation de 6 mois, a été signé le 19 juin 2021, avec effet au 1^{er} janvier 2020.

2- Convention de fourniture d'hydroélectricité

Le contrat de fourniture d'hydroélectricité, signé le 30 novembre 2000 avec la société EDT, s'est poursuivi. Le tarif unique de 12,06 F/kWh a néanmoins été remplacé, au 1^{er} mars 2016, par des tarifs différenciés par concessions.

Un avenant à cette convention, lui donnant une durée fixe de 10 ans, avec préavis de résiliation de 6 mois, a été signé le 19 juin 2021, avec effet au 1^{er} janvier 2020.

3- Accord de puissance garantie

Une convention de puissance garantie a été signée le 3 mai 1999 avec la société EDT. Cette convention a fait l'objet d'un avenant en 2005 portant sur les nouvelles conditions d'application de la puissance garantie hydroélectrique modulée (PGHM) dont la valeur de référence évolue entre 9 MW, 12 MW et 18 MW selon 3 périodes saisonnières.

En cas d'incapacité propre à MARAMA NUI à fournir la PGHM, des pénalités peuvent être appliquées par EDT dans le cas où :

- a) EDT n'aurait pas pu, avec ses moyens thermiques disponibles, compenser le déficit de puissance hydroélectrique dans la limite des valeurs de référence de chaque période ;
- b) L'énergie hebdomadaire hydroélectrique déjà utilisée serait inférieure à la valeur de l'énergie minimale potentielle hebdomadaire de la période correspondante.

La pénalité est égale au volume estimé d'énergie non livrée, limitée au maximum à la valeur de l'énergie minimale hebdomadaire correspondante, exprimée en kWh, multipliée par le prix de cession en vigueur du kWh hydroélectrique par MARAMA NUI à EDT.



La convention a une durée de 5 ans à compter de la date de son approbation par le Ministre en charge de l'énergie, avec renouvellement tacite sauf dénonciation sous préavis de 6 mois.

Un avenant à cette convention, lui donnant une durée fixe de 10 ans, avec préavis de résiliation de 6 mois, a été signé le 19 juin 2021, avec effet au 1^{er} janvier 2020.

4- Convention de prestation de conduite

Le 1er avril 2017, une convention de prestation d'assistance à la conduite des ouvrages de MARAMA NUI a été conclue avec EDT. Cette convention permet de déléguer à EDT les missions de conduite desdits ouvrages, en dehors des heures ouvrables. La conduite est ainsi assurée 24/24h, 7/7j.

5- Convention d'assistance administrative

Depuis le 1er mars 2001, MARAMA NUI bénéficie de l'assistance d'EDT en matière administrative et financière, comptable, paye et ressources humaines, juridique, informatique et technique.... EDT met à disposition de MARAMA NUI les moyens humains et matériels lui permettant de fournir une assistance de qualité correspondant à la taille et aux besoins de la société.

L'assistance administrative fournie à MARAMA NUI concerne l'ensemble des tâches habituelles ou exceptionnelles que peut avoir à accomplir le service administratif d'une entreprise de la taille de cette société, tant dans son activité interne que dans ses rapports avec les tiers.

Les conditions de rémunération de cette assistance sont effectuées sur la base des coûts réellement engagés :

- Le coût de fonctionnement des services concernés constitués des frais de personnel majorés de 20% pour tenir compte des charges accessoires (locaux, téléphone, fournitures, amortissement du matériel...) sont pris en compte au prorata du temps passé,
- Les débours à savoir consultations juridiques ou autres sous-traitants sont refacturés au franc le franc

Pour l'exercice 2024, les montants facturés se sont élevés à 130.415.211 CFP et inclus l'assistance informatique.